



Quel modèle de transition écologique pour la banlieue pavillonnaire dans le 93 ?

Introduction

Partie 01 – « penser globalement » la transition

- Nous ne sommes que de passage
- Trouver le passage de Magellan
- Qui doit transiter ?
- Que faut-il changer pendant la transition ?
- A quelle échelle faut-il agir ?

Partie 02 – « agir localement » au niveau du quartier

- Qu'est-ce qu'un quartier ?
- Le quartier et le « Quartiersansatz » allemand
- Les quartiers pavillonnaires en Seine Saint Denis et la « transition »

Partie 03 – Références pour « l'action quartier »

- « L'élu » : des maires mettent en transition leur commune
- « Bottom up » : Retrosuburbia David Holmgren et Rob Hopkins
- « Intégratif » : des exemples allemands pour la transition énergétique du quartier

Conclusion

Ce mémoire a été encadré par :
Baptiste François et Ivan Fouquet, de l'agence fair / fabrique d'architectures innovantes et responsables

Introduction

L'objet du présent mémoire est une recherche sur le rôle des quartiers pavillonnaires du 93 dans la « transition écologique ». Existe-t-il un modèle pour « la banlieue pavillonnaire » qui pourrait servir de référence pour l'adaptation des quartiers aux divers défis écologiques ?

Le mémoire suit le concept « penser globalement, agir localement ». Ainsi dans la première partie il s'agit de penser « la transition » globalement. Que veut dire « transition » par rapport au « développement durable » et par rapport à la « métamorphose du monde » proposé par Edgar Morin. « Penser globalement » pose aussi la question des acteurs, des moyens et de l'échelle de la transition.

La deuxième partie propose le quartier comme périmètre efficace pour « agir localement ». Il présente « l'approche quartier » allemande comme une méthode de développement urbain intégratif dans la ville existante. Le quartier constitue le plus petit collectif urbain qui peut s'engager de manière plus efficace que l'individu, dans les actions de la transition. Le quartier est une « zone d'action » importante pour tenir l'engagement de la réhabilitation énergétique des bâtiments existants d'ici 2050. Une réhabilitation énergétique et plus largement une transition écologique des quartiers existants peut uniquement réussir si les propriétaires des bâtiments et du foncier y participent. « L'approche quartier » tient compte de la complexité de la tâche et identifie le quartier comme périmètre sous-exploité des politiques.

La deuxième partie introduit également « la banlieue pavillonnaires » du 93. On découvre que la politique urbaine reste largement dominée par la « question sociale » et que la « question écologique » aura le potentiel de changer le regard en intégrant la « question sociale » dans un contexte plus local.

La troisième partie du mémoire présente des expériences de la « transition écologiques » à l'échelle du quartier et de la ville. L'auteur n'a pas trouvé d'exemple concret dans la banlieue pavillonnaire du 93 mais il est probable que des « actions quartiers » existent de manière inconnue. Les exemples viennent de loin, des « villes en transition » de Rob Hopkins ou de la « Retrosuburbia » australienne de David Holmgren, des villages français en transition ou de « l'approche quartier » allemand.

Partie 01 – « penser globalement » la transition

Nous ne sommes que de passage

Au début de ce texte, je ressens le besoin de clarifier le terme de « transition ». Le mot transition trouve son origine dans le mot latin « *transire* » qui signifie « *aller au-delà* » selon Patrick Viveret philosophe. Il désigne un passage qui peut être temporel, spatial, sociétal, idéologique, physique, biologique, en bref il s'applique à tout « *moment passager* » à condition que ce moment nous amène ailleurs, de l'autre côté.

La transition ne décrit pas la rive gauche qu'il faut quitter pour aller à la rive droite qui demeure entièrement inconnue. La transition nous raconte : vous essayez de passer d'un côté à l'autre, d'un état à un autre.

Edgar Morin publie le 30 mars 2009 avec Paskua et Pierre Gonod un « *Manifeste pour la métamorphose du monde* » (voir la bibliographie en annexe). Ce manifeste met au centre de sa réflexion « le vivant » pour aborder l'ensemble des sujets liés à une transition vers un monde meilleur. Il explique ce qu'est une métamorphose dans une tribune du journal Le Monde le 09 janvier 2010, « *Eloge de la métamorphose* » :

« *Nous en voyons d'innombrables exemples dans le règne animal. La chenille qui s'enferme dans une chrysalide commence alors un processus à la fois d'autodestruction et d'auto-reconstruction, (...)* »

E. Morin préfère parler de la « métamorphose » d'un organisme vivant : l'humanité. « Transition » ou « métamorphose » désignent le même besoin : trouver un système socio-économique qui garantit les conditions de la vie humaine sur terre.

Le mot transition est rentré en France dans le langage politique avec l'objectif de la transition énergétique. « *Il apparaît surtout avec le mouvement des bilans de transition en 2006 avant d'être repris dans le pacte écologique de Nicolas Hulot et par les quatorze organisations qui se reconnaissent dans le Collectif pour une transition citoyenne.* » (Patrick Viveret, libération).

En Allemagne le même enjeu est désigné avec la « *Energiewende* », un virage ou retournement énergétique.

Derrière l'objectif de la transition énergétique se cache un enjeu sociétal, écologique et économique sans précédent. L'ONU a ratifié en 2015 avant la COP 21 à Paris l'Agenda 2030 avec 17 enjeux de développement durable. Aujourd'hui 7.8 milliards d'hommes, femmes et enfants vivent dans une fine biosphère qui couvre la croûte terrestre sur une épaisseur de quelques kilomètres. Cette « zone critique » (Bruno Latour, Peter Weibel et autres) doit alimenter et loger les 7.8 milliards de personnes avec l'ensemble de leurs besoins vitaux.

L'emploi du mot « transition » dans ce mémoire est un choix volontaire qui met l'accent sur l'absence d'une vision commune d'une société durable. La transition est comprise dans ce texte comme un passage nécessaire « vers l'autre rive » et donne une priorité aux aspects énergétiques de la « transition écologique ». Ici le terme de « transition » est compris comme plus ouvert à toute initiative de changement que le concept de « développement durable » issu d'un discours institutionnel. Transition et développement durable cherchent la création d'une société soutenable, les deux sont compatibles dans leurs objectifs. Simplement le « développement durable » s'inscrit dans une continuité de développement économique avec l'objectif de découpler la croissance de l'exploitation des ressources et des énergies fossiles. La transition écologique cherche un modèle de société durable en s'interrogeant aussi sur le modèle économique existant.

Dominique Bourg, 2012, dans la revue « vraiment durable » :

« Il faut dans tous les cas réduire de façon progressive – mais in fine drastique – nos flux de matière et nos flux d'énergie. Sans quoi nous allons au « casse-pipe » général, cela ne fait aucun doute pour moi. C'est d'ailleurs la question soulevée par Tim Jackson : Comment vivre mieux avec moins et donc, comment sortir de la croissance ? Comment penser une société qui soit viable économiquement sans croissance ? Nous sommes malheureusement dans une « bonne » conjoncture pour se poser ces questions. Le problème n'est plus le développement durable, mais la transition écologique. »

Transition est développement durable partagent le même constat :

« Notre ancien modèle de développement est mort. »

Jean- François Caron maire de Loos en Gohelle qui travaille depuis 2001 sur une ville durable.

Enfin le programme du « Manifeste pour la métamorphose du monde » proposé par Edgar Morin, Paskua et Pierre Gonod ouvre d'avantage la réflexion le changement de la société humaine comme un organisme vivant. C'est peut-être la pensée la plus transversale, complète et poétique mais trop complexe à traiter dans le cadre du présent mémoire. Le sujet du présent mémoire apparaît dans le « Manifeste pour la métamorphose du monde » seulement sous le chapitre « les réformes économiques » la deuxième des sept « réformes fondatrices » pour une « Voie nouvelle » :

« La sortie du modèle énergétique actuel est le grand chantier du siècle. Il n'est plus durable, non seulement en raison de l'épuisement, un jour ou l'autre, des ressources pétrolières, mais de la détérioration de l'environnement, du changement climatique dont il est vraisemblablement une des causes. On ne sous-estime pas le mouvement de recherche et développement d'amélioration des rendements énergétiques et des énergies renouvelables, mais le principal tient à la réforme du modèle de développement et à celle du mode de vie. »

Enfin on aperçoit déjà la difficulté de réduire la complexité du sujet : la transition énergétique, la partie la plus urgente de la transition écologique, est impossible à réaliser sans changement de mode de vie.

Trouver le passage de Magellan

Contre l'attente de quelques-uns, l'hypermarché planétaire est saturé. Trop de clients, pas suffisamment de parkings, la climatisation tombe en panne, il fait trop chaud dans les rayons frais et des flaques d'eau témoignent de la fonte des glaces. Le consommateur se perd dans les offres de dentifrice. Il pense à son pouvoir d'achat pour remplir pleinement son cadi, achète la télé 75 pouces en promotion, se plaint des produits bio trop chers. Dans la file d'attente devant la caisse l'inégalité sociale saute aux yeux, c'est insupportable il faut des coupe fils VIP.

Depuis peu il faut porter des masques à l'intérieur de l'hypermarché afin de se protéger des germes des autres, mais que se passe-t-il ? C'est la crise il faut changer quelque chose, nous sommes à la dérive, c'est la transition, la désorientation est généralisée.

Magellan quitte l'Espagne le 20 septembre 1519 avec cinq navires. Stefan Zweig décrit ce voyage dans son roman qui porte le nom de l'explorateur. C'est une entreprise sans précédent au nom de la colonisation, la première étape de la globalisation. Magellan est convaincu qu'il va arriver à l'EST en partant vers l'OUEST. Personne avant lui n'a rallié l'archipel des Moluques par l'Ouest en contournant le continent Américain. A l'époque la forme de l'Amérique du Sud est floue, inconnue, aucune carte précise ne décrit le subcontinent dans sa forme actuelle. Personne de la flotte, même pas Magellan ne sait où ils

vont aller exactement et ce qui les attend. Ils naviguent à vue. Seule la conviction de Magellan est la boussole qui permet de trouver le passage vers l'autre côté : l'détroit de Magellan.

Le constat de désorientation du citoyen dans le monde d'aujourd'hui est partagé. Le dernier rapport du Club of Rome, « *Come-On* » de 2018 commence avec le chapitre : « *Un monde en confusion* ». Le premier chapitre de l'exposition « *Critical Zones* » 2020, ZKM Karlsruhe, édité par Bruno Latour et Peter Weibel, s'appelle : « *Désorientation* ».

Ce qui donne le vertige selon les deux ouvrages est la découverte de l'Anthropocène. L'impact de l'action humaine sur la planète est abyssal, il prend l'ampleur d'une époque géologique. En même temps la réaction de la terre à notre activité remet en cause notre prospérité telle que nous la connaissons aujourd'hui. Les biens communs planétaires, l'air, l'eau, le sol créent un lien mal compris entre les actions locales et les réactions globales à l'image du papillon qui bat des ailes pour changer la météo. Nous connaissons mal la planète qui nous fait vivre. Nous sommes suspendus, en transition.

« Tu veux que j'atterrisse sur la terre ? Pourquoi ? » -

« Parce que vous êtes suspendus dans l'air, en route pour un crash » -

« C'est comment en bas sur la terre ? » -

« Plutôt tendu » -

« Une zone de guerre ? » -

« Presque : une Zone Critique, d'une épaisseur de quelques kilomètres, là tout se joue » -

« C'est habitable ? » -

« Ça dépend de la science que tu choisis » -

« Est-ce que je vais survivre là-bas ? » -

« Cela dépend de ta politique »

(Couverture du catalogue : *Critical Zones*, ZKM Karlsruhe 2020)

Qui doit transiter ?

Tout le monde mais pas de la même façon. Tout le monde est à la fois les institutions et chacun, les pays riches et les pays pauvres.

Regardons deux index décrivant l'avancement des pays par rapport à l'Agenda 2030 de l'ONU. L'index HDI (*index de développement humain*) qui mesure le niveau de vie d'un pays vis-à-vis de l'éducation, de la santé et du revenu de sa population, une mesure pour le niveau socio-économique d'un pays.

L'autre index mesure l'empreinte écologique des pays et est publié par le GLOBAL FOOTPRINT NETWORK en 2017. C'est un indicateur et un mode d'évaluation environnemental qui comptabilise la pression exercée par les hommes sur les ressources naturelles et les « services écologiques » fournis par la « zone critique ». Le schéma ci-dessous montre que les pays riches doivent réduire drastiquement leur empreinte écologique et les pays pauvres doivent améliorer leur Humain Development Index.

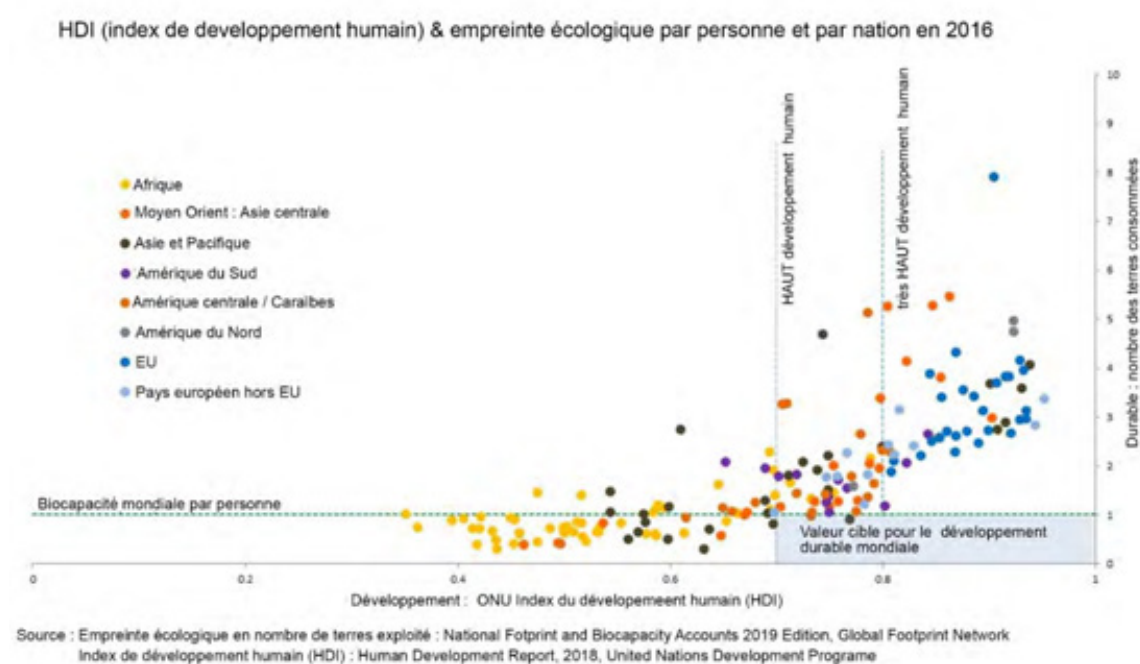


Figure 01 source : <https://www.footprintnetwork.org/our-work/sustainable-development/>

A ce jour, aucun des pays ne se trouve dans le rectangle bleu clair en bas à droite qui délimite la zone cible : un bon niveau du HDI et en même temps une empreinte écologique soutenable. Pour l'instant le bon état socio-économique d'un pays n'est pas compatible avec une empreinte écologique soutenable.

Le défi pour les pays riches, les pays bien placés sur l'index HDI, est d'opérer une transition qui maintienne leur niveau de développement socio-économique tout en réduisant leur empreinte écologique. De l'autre côté les pays mal placés sur l'index HDI doivent trouver un moyen d'augmenter leur niveau de vie sans augmenter leur empreinte écologique. Les défis sont à la fois liés et totalement différents.

La figure 1 illustre la situation à l'échelle du monde, mais regardons de plus près, l'empreinte écologique des ménages française en fonction de leur revenu. En absence de données sur l'empreinte écologique, regardons l'empreinte Carbone en sachant que l'empreinte écologique est très liée à l'utilisation des énergies fossiles mais pas seulement.

Les émissions de gaz à effet de serre des ménages français

En tonnes de CO₂ par revenu disponible

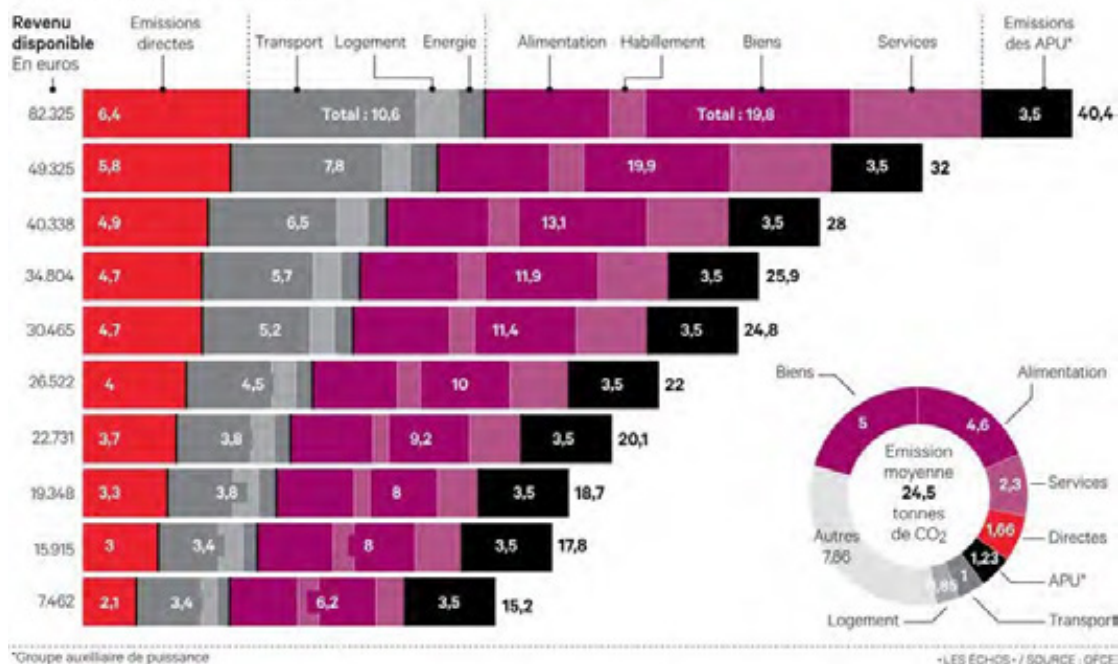


Figure 02 : Voir Paul Maillet, Science PO, OFCE, policy brief 62 / du 9 janvier 2020

Selon ces données, les ménages français avec le plus de revenus émettent 2.65 fois plus de CO₂ que les ménages avec les revenus les plus faibles. Probablement l'impact du patrimoine va agrandir d'avantage l'émission de CO₂ des ménages avec le plus de revenus. Considérant que les ménages les plus riches représentent moins de personnes, les personnes avec un niveau de vie très élevés émettent env. 3.88 fois de CO₂ que les plus pauvres (selon Paul Maillet).

Nous retrouvons presque le facteur 4 de la Stratégie Nationale Bas Carbone de la France datant de 2015. C'est l'objectif d'un pays de diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre (GES) entre le niveau de 1990 et celui de 2050.

Selon les travaux de Chancel et T. Picketty en 2015 « les 10% des plus riches consomme près de 8 fois plus que les 10% le plus pauvre. »

Le même constat est fait dans une étude plus récente d'Oxfam réalisée en 2020 :

<https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2020/09/Research-Report-Carbon-Inequality-Era-Embargoed-21-Sept-2020.pdf>. Le rapport a étudié la croissance des émissions du CO₂ entre 1990 et 2015 (env. + 60% !) en fonction du niveau de vie des hommes. Ainsi les 10% les plus riches de la planète, la classe moyenne en France et en Allemagne en fait partie, sont responsables de 50% de la croissance des émissions globales entre 1990 et 2015.

La réduction de l'empreinte écologique à l'échelle mondiale comme à l'échelle individuelle repose ainsi largement sur les épaules des pays riches et des ménages aisés. C'est plutôt une bonne nouvelle, car ces pays et ces personnes ont les moyens de s'engager dans un changement.

La deuxième bonne nouvelle est peut-être la théorie sociologique qui s'appelle « *Tipping Point* » développée par Malcolm Gladwell qui décrit « *the law of the few* » (*la loi du petit nombre*). Selon cette théorie, il suffit d'un changement du comportement d'un nombre relativement petit des individus d'une population pour changer les habitudes de l'ensemble de la population. Toutefois les initiateurs des

changements sont des individus avec des caractéristiques spécifiques, pas forcément liés à leur niveau de vie (voir Malcolm Gladwell dans la bibliographie en annexe)

Sachant que de plus en plus d'hommes vivent dans les villes, jusqu'à 70 % de la population mondiale en 2050, l'enjeu de la transition est encore plus important pour les citoyens.

Alors, un des acteurs clef de la transition au moins dans ce mémoire sera le citoyen aisé, l'habitant majoritaire de la banlieue pavillonnaire. Mais il n'est pas seul et son pouvoir d'action est limité par ses moyens, ses envies, sa parcelle, son pouvoir, son indépendance et sa vie en société qui impliquent des règles communes à respecter par tous.

L'autre acteur clef de la transition est les « pouvoirs publics », nos élus.

Le citoyen agit dans un contexte réglementaire qui est fixé par la législation. Son action est donc encadrée par le contexte réglementaire. Les institutions législatives, le parlement européen, le parlement français (Assemblée nationale et sénat), la région, les communes sont les acteurs d'une réglementation qui encadre la transition. Les actions réglementaires ont l'avantage qu'elles s'appliquent à tout le monde et que leur effet est beaucoup plus important que le travail individuel. Dans le meilleur des mondes, les législations suivent le principe de subsidiarité :

« Le principe de subsidiarité est une maxime politique et sociale selon laquelle la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, revient à l'entité compétente la plus proche de ceux qui sont directement concernés par cette action. Lorsque des situations excèdent les compétences d'une entité donnée responsable de l'action publique, cette compétence est transmise à l'entité d'un échelon hiérarchique supérieur et ainsi de suite. Le principe de subsidiarité veille à ne pas déconnecter la prise de décision publique de ceux qui devront la respecter. C'est en somme la recherche du niveau hiérarchique pertinent auquel doit être conçue une action publique. »

Ce principe se heurte à la complexité de nos actions, qui sont à la fois locales et à la fois globales. Peut-être la subsidiarité fait partie d'une conception hiérarchique et dépassée de l'organisation publique qui doit se mettre en réseau pour affronter l'avenir. Toutefois, prendre des décisions au plus près du citoyen semble être une bonne approche pour assurer l'adhésion des citoyens aux initiatives locales des élus.

L'instance politique la plus proche de nos vies est la commune. Son pouvoir ne se limite pas qu'à la réglementation, elle investit aussi l'argent public dans la vie communale et l'aménagement du territoire. Elle a un rôle important à jouer dans la transition, qui doit revaloriser l'action locale, l'action concrète.

Dans la conclusion personnelle de son étude Ulysse Blau (« Les maires et la transition écologique ») met en garde :

« Il semble que tout le monde attend : les maires attendent que les habitants se mobilisent pour agir. Les habitants attendent que la mairie fasse quelque chose. »

« Mais moi je ne peux rien faire. Qu'est-ce que ça change si moi je prends le vélo et qu'en Allemagne on construit des centrales à charbon ? Ce sont les grands groupes, les industries, les gouvernements, les communes qui doivent agir. A quoi ça sert que je ne prenne plus l'avion si la forêt de l'Amazonie brûle. »

Cette argumentation a deux conséquences majeures :

- a) J'ai une bonne raison de ne rien changer. Je reste dans ma « zone de confort » au lieu de travailler sur la « zone critique ».
- b) Je conforte la répartition du pouvoir en place. C'est-à-dire je reste immobile en attendant que les puissants, les chefs d'états, les maires, les PDG's du CAC 40 prennent les bonnes décisions à ma place.

Je donne alors tout le pouvoir d'agir aux autres, aux puissants au lieu de le « faire moi-même ». Ce sont deux approches différentes : « top down » ou « bottom up ».

Pendant la pandémie de Covid-19 nous avons pu réaliser qu'il est possible de prendre l'avion moins souvent et que le confinement a réduit drastiquement les émissions liées aux transports. Simplement l'Etat a imposé les règles et a pris en charge le salaire des personnes qui ne pouvaient plus travailler. Nous avons agi ou subi collectivement pour faire face à cette crise sanitaire. Le confinement nous a appris aussi qu'en cas de vraie crise, notre territoire de vie se réduit fortement. Pendant deux mois nous sommes restés à 1km de notre lieu de résidence. Certains ont découvert les manques ou les qualités de leur environnement de proximité nécessaires à leur bien-être. Cette expérience « Top-down » pourrait nous amener à prendre conscience du pouvoir « bottom-up ». Si nous prenons collectivement la décision de ne plus acheter des SUV, ce type de véhicule disparaîtra.

Dans cet aller-retour entre l'Etat et le citoyen consommateur le maire joue un rôle important. Il est le relais local entre l'Etat qui fixe les grands objectifs de l'action publique et le citoyen qui « fait société ».

L'action locale repose ainsi largement sur le couple maire – citoyen et leur volonté participative.

Que faut-il changer pendant la transition ?

Le système, le capitalisme, la politique, les inégalités, la croissance, la consommation, la société, disent les uns et la production énergétique, les technologies, la façon de construire, le transport, le mode de production disent les autres.

Ce qu'il faut changer c'est : notre façon d'habiter la « zone critique », ou dans notre cas la ville, la commune, le quartier.

La discussion se concentre souvent sur l'aspect énergétique de la transition. A première vue c'est un problème technique mais c'est l'homme qui fait appel à l'énergie pour satisfaire à ces besoins vitaux.

C'est une question de comportement citoyen dont l'aspect énergétique n'est qu'une facette de la crise planétaire. Le réchauffement climatique, l'extinction de masse des espèces, l'épuisement des ressources, les mouvements migratoires en sont d'autres. Nous réalisons que la planète impose malgré tous nos efforts des limites à notre liberté.

Selon l'exposition « Critical Zones » ZKM Karlsruhe, édité par Bruno Latour et Peter Weibel, l'homme moderne, notre citoyen, vit dans deux mondes en même temps (*traduit du catalogue anglais*) :

« - le monde dans lequel il vit. Ce territoire lui semble connu, délimité par des frontières bien protégées par des lois et la garantie de propriété, assurée par un état de droit.

- le monde réel qui lui permet de vivre. Ce monde demeure inconnu, fantomatique, souvent lointain dans l'espace et le temps. Ce monde lui permet de respirer de l'air, de boire de l'eau, de manger des fruits, de trouver les matières premières de nos vêtements, ce monde fournit notre flore intestinale en forme de bactéries mais offre moins de garanties, moins de protection juridique et aucun état ne peut défendre nos droits. »

Une fois que nous avons admis que nous ne connaissons pas la zone que nous habitons et sa façon d'interagir avec nos activités, il faut se mettre au travail : chacun doit commencer par observer la « zone critique » qui lui permet de vivre, il doit être conscient des interactions locales et globales de ses actions avec le « terrestre ».

Nous mémorisons la recommandation : d'abord, il faut observer.

Le principe de subsidiarité est aussi applicable à l'activité de chacun : privilégier l'action locale à l'action éloignée de nos lieux de vie. Être conscient du lien avec le « terrestre ».

L'étude de Paul Maillet indique que 47,2 % des émissions Carbone des ménages français proviennent des émissions importées. Elles sont donc liées à l'achat des prestations des biens ou des services qui produisent des émissions CO2 en dehors du territoire français, loin du quartier mais toutefois localisables.

Devant l'impossibilité de définir et de connaître le territoire qui fait vivre notre citoyen d'aujourd'hui, il se tourne vers le scénario negaWATT qui propose une approche pragmatique et applicable au moins à la transition énergétique. Selon le scénario la France peut atteindre ces objectifs de réduction de l'empreinte Carbone avec les technologies d'aujourd'hui, sans attendre la découverte des technologies miracles mais avec un changement de nos modes de vies.

Le scénario propose trois approches énergétiques pour y parvenir : sobriété, efficacité, renouvelables :

« Le scénario négaWatt 2017-2050 applique à l'ensemble du système énergétique la « démarche négaWatt » consistant à :

- *Prioriser les besoins essentiels dans les usages individuels et collectifs de l'énergie par des actions de sobriété (éteindre les vitrines et les bureaux inoccupés la nuit, contenir l'étalement urbain, réduire les emballages, etc.) ;*
- *Diminuer la quantité d'énergie nécessaire à la satisfaction d'un même besoin grâce à l'efficacité énergétique (isoler les bâtiments, améliorer le rendement des appareils électriques ou des véhicules, etc.) ;*
- *Privilégier les énergies renouvelables pour leur faible impact sur l'environnement et leur caractère inépuisable (ce sont des énergies de flux par opposition aux énergies de stock, fondées sur des réserves finies de charbon, pétrole, gaz fossile et uranium).*

Le scénario négaWatt n'est pas un scénario de science-fiction, il ne nécessite aucune rupture technologique, économique ou sociétale : des évolutions profondes sont envisagées, mais pas de manière brutale. »

Le transport est le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre. Bonne nouvelle pour notre citoyen qui peut facilement privilégier les transports en commun, le vélo et la marche à pied. Le télétravail est bien parti et l'achat d'une voiture écoresponsable qui ne roule pas plus vite que 110 km/h est prévu en 2026. Pour maîtriser le transport des marchandises, il se tournera vers les produits locaux autant que possible. Enfin il prendra rarement l'avion pour passer ses vacances loin dans une autre « zone critique ».

Pour le bâtiment (responsable de 40% des consommations d'énergie en France), le scénario negaWATT fait de la rénovation énergétique performante une priorité. De plus il faut construire peu de neuf et réhabiliter plus le parc des bâtiments existants. Il prévoit une légère hausse du nombre des personnes par logement. Ceci pose peut-être la question de la maison familiale, qui héberge plusieurs générations de la famille sous son toit. Surtout, il faut baisser en 2050 à 20% la part de la construction des maisons individuelles neuves par rapport à 46% en 2015. A défaut de changer le rêve de posséder sa maison individuelle, la maison individuelle existante en banlieue restera très attractive pour le citoyen.

Enfin le citoyen peut intervenir sur son alimentation. Ainsi, negaWATT propose « *une évolution de l'alimentation des Français, avec une réduction de la quantité de protéines animales et davantage de protéines végétales* ». (voir *Afterres2050*).

« Le secteur agricole est faiblement consommateur d'énergie mais fortement émetteur de gaz à effet de serre (en raison notamment de l'élevage). La mutation des systèmes agricoles est indispensable pour mener à bien toute transition énergétique. »

Source : *scenario-negawatt_2017-2050_brochure-12 pages*, www.negawatt.org

Les énergies renouvelables couvriront à 100% les besoins du citoyen en 2050 qui consommera beaucoup moins d'énergie grâce à l'efficacité des appareils et à sa consommation responsable.

Nous devrions adapter notre façon d'habiter.
Nous devrions adapter notre façon de se déplacer.
Nous devrions adapter notre façon de consommer.
Nous devrions adapter notre façon de produire de l'énergie.

Alors nous savons maintenant ce qu'il faut faire, au moins pour la transition énergétique, facteur clef pour « aller au-delà ».

A quelle échelle faut-il agir ?

Goethe écrivait : « *Warum in die Ferne schweifen wenn das Gute doch so nah* » – « pourquoi songer au loin, si le bon est aussi proche ».

De la plus petite échelle jusqu'aux questions de gouvernance mondiale, chaque action compte.

Dans l'ouvrage « *Les maires et la transition écologique* », Ulysse Blau, 2019, dit:

« *La commune, c'est la réalité du terrain. Les maires sont la base de l'organisation politique française* ».

La question de l'échelle d'intervention est indissociable de la question de l'acteur et de ses moyens d'intervention. Tout le monde n'a pas les mêmes moyens pour s'engager dans la réduction de notre empreinte écologique mais tout le monde peut devenir acteur localement. Agir seul est certainement moins efficace qu'agir à plusieurs.

Quatre de nos actions quotidiennes sont responsables d'une grande partie de notre empreinte écologique : habiter, se déplacer, travailler, consommer. Nous habitons à un endroit et nous utilisons différents moyens de transport pour se rendre au travail, faire nos courses et revenir à notre habitation.

Notre environnement qui est le plus concerné par nos actions « locales » du quotidien est le quartier. Nous habitons, nous nous déplaçons et nous consommons dans nos quartiers. Parfois nous y travaillons aussi, mais nous allons voir que la relation entre le travail et le quartier est plus ambiguë. La première rencontre entre l'espace privé et l'espace public entre l'individu et le collectif est la rue. A chaque fois que nous quittons notre habitation nous utilisons l'espace public que nous partageons avec les autres habitants et commerçants du quartier mais aussi avec les passants. Le quartier n'est pas qu'un environnement c'est aussi un tissu sociale et un espace économique. Les habitants d'un quartier constituent le plus petit collectif capable d'agir sur notre environnement de proximité.

L'aménagement de la ville, du quartier et de l'espace public conditionne les usages et donc l'empreinte écologique. L'enregistrement pour la télévision du débat entre Jean-Luc-Godard et Jean Saint-Geours du 25 octobre 1966 nous renseigne sur ce constat. La stratégie d'aménagement pour la région Ile de France est défendu par Jean Saint-Geours qui était à l'époque haut fonctionnaire chargé de la prévision au ministère de l'économie et des finances. La société de consommation est le modèle socio-économique de

préférence. Saint Geours explique (9min du vidéo) : « Tout le monde veut un niveau de vie supérieur. (...) Nécessairement nous sommes sur une évolution de type américain (...) qui va s'accroître (...) Pour que cette évolution se fasse il faut en effet qu'un certain nombre des gens se plient à une discipline économique et sociale. (...) Nous construisons donc des grandes villes (...) nous les formons (les gens) pour qu'ils gagnent plus d'argent et surtout nous les formons pour qu'ils consomment davantage ». Aujourd'hui l'aménagement de la ville et surtout la réalité de son espace public est alors le résultat de cet idéal : une société de consommation véhiculée par la voiture individuelle donnant accès au centre commercial. Aujourd'hui la livraison à domicile est en train de changer ce modèle.

La rue Navoiseau à Montreuil permet la livraison au pied de la porte en utilitaire là où l'espace public de la ville de Venise propose le bateau et l'espace piéton. A Venise les livreurs d'Amazon font le dernier kilomètre à pied. C'est une évidence qui montre que l'organisation de l'espace public d'un quartier conditionne nos déplacements et notre façon de vivre le quartier.



Livraison rue Navoiseau à Montreuil automne 2020, photo : Nikolai KNOKE



Venise été 2020 avec un livreur amazon sur le dernier kilomètre, photo : Nikolai KNOKE

Des multiples exemples des actions locales pour une transition écologique existent.

Le « Leitmotiv » est de nouveau "*Penser Globalement, agir localement*".

Jacques Ellul a utilisé cette formule dans une série d'entretiens pour Radio Canada en 1980. Mais l'expression est légèrement plus ancienne. Elle est apparue pour la première fois en 1977 dans une

chronique de René Dubos pour un magazine étudiant, The American Scholar. Dans un entretien avec Truman Temple publié dans l'EPA Journal, IV, 4 en avril 1978 p.7, René Dubos affirme que :

« Quand je parle dans les universités aux étudiants, ils veulent toujours discuter de sauver le monde, et je suis tout à fait en faveur de cela bien sûr. Mais je réponds toujours : "C'est très bien de penser aux problèmes de manière globale, je pense que c'est un bon exercice intellectuel, mais la seule façon de faire quelque chose, c'est dans votre propre localité, alors pensez globalement, mais agissez localement".

René Dubos formule ici de manière pertinente un courant majeur du mouvement écologique des années 1970. L'ambition de ce courant est décrite dans Le Courrier de l'UNESCO en janvier 1973 p.15 (« Environnement et engagement politique. Table ronde de jeunes scientifiques à l'Unesco »)

« les analyses à l'échelon mondial doivent faire place à des solutions régionales et locales où l'homme retrouverait sa vraie place au sein de la nature et du monde technologique qu'il s'est lui-même créé »

On notera que Marshall McLuhan formule dans son ouvrage « *The medium is the message* » paru en 1967 ([Penguin Books](#), United Kingdom) la célèbre expression « global village » pour désigner les effets de la mondialisation des médias et des technologies d'information et de communication.

Aujourd'hui dans un contexte de réchauffement climatique palpable la formule devient un appel urgent d'agir là où nous habitons, dans nos quartiers.

Mais mettre la main à la pâte, s'engager dans la transition, est une épreuve qu'il faut accompagner voire initier. Les exemples des villages en transition vont nous renseigner sur ce point.

Partie 02 – « agir localement » au niveau du quartier

Qu'est-ce qu'un quartier ?

Georges Perec avoue dans son livre « Espèce d'espaces »,
« (...) je n'ai qu'une idée très approximative de ce qu'est un quartier. »

En effet nous employons souvent le mot du quartier dans nos conversations entre voisins mais qu'est-ce que c'est ? Ou au moins que représente le quartier dans ce mémoire ?

Georges Perec essaie de s'approcher de son idée du quartier :

*« C'est vraiment quelque chose d'amorphe le quartier : une manière de paroisse ou, à strictement parler le quart d'un arrondissement, le petit morceau d'une ville dépendant d'un commissariat de police...
(...) on appelle son quartier le coin où l'on réside et pas le coin où l'on travaille : et les lieux de résidence et les lieux de travail ne coïncident presque jamais : cela aussi est une évidence, mais ses conséquences sont innombrables. »*

C'est peut-être la première distance que nous installons entre le monde qui nous fait vivre et le monde que nous habitons. Le déplacement quotidien sur nos lieux de travail. Mais le quartier c'est surtout notre environnement proche que nous habitons, que nous maîtrisons et que nous devrions investir davantage afin de prendre conscience de notre « zone critique ».

Dans son article « *Urbanisme et quartier* » Alain Bourdin résume son enquête menée dans le quartier de Paris rive gauche : « Ce que nous apprend Paris Rive gauche » (septembre 2003). Selon lui les « producteurs » d'un quartier (aménagement, urbanistes, architectes, services publiques) ont la tendance

de concevoir le quartier comme une collectivité réelle contrairement aux habitants qui voient dans le quartier une offre sans engagement.

C'est à retenir : un modèle de transition pour les quartiers pavillonnaires existants doit rester une offre et pas une contrainte afin d'être accepté par les citoyens.

Quatre caractéristiques du quartier sont mises en avant dans l'enquête basés sur des entretiens :

« *L'habitat :*

Le quartier est toujours défini à partir de l'habitat dans un premier temps et lorsque l'on se réfère à soi.

Commerces, Services, convivialité et animation

Commerces, services, convivialité et animation sont étroitement associés à l'habitat pour définir l'essentiel du contenu d'un quartier.

Un espace de mise en scène

Le quartier est largement représenté comme un espace de mise en scène et c'est dans une perspective très scénographique que sont perçus son centre et ses frontières. Les frontières ont d'ailleurs beaucoup moins d'importance que le centre, qui constitue la scène.

Un espace de maîtrise

Le quartier est un espace de maîtrise pour ceux qui l'occupent. On pourrait dire de sécurité, mais ce thème n'est que peu présent. En fait l'idée est plutôt celle d'un espace dans lequel l'individu maîtrise son environnement, à la fois sur le plan cognitif, dans les pratiques et sur le plan relationnel. »

(source : étude Alain Bourdin)

Beaucoup des études d'urbanisme sur le quartier, comme celle d'Alain Bourdin concerne d'abord des « nouveaux quartiers ». Le présent mémoire s'interroge sur la transition des quartiers existants. Ce changement de regard a commencé depuis quelques temps. Renouveler la ville sur elle-même, arrêter l'étalement urbain cela implique un autre récit de la création de nos villes. C'est la fin de la charte d'Athènes et de beaucoup de références en matière d'architecture et d'urbanisme du 20e siècle qui prône le neuf, synonyme du progrès et de modernité.

Au niveau européen la « Leipzig-Charta » a été ratifiée en 2007 par les 27 pays membres de l'Union Européen.

Elle réoriente les enjeux du développement urbain sur le développement durable, l'empreinte écologique, la gestion des ressources et la réduction des émissions en lien avec le développement socio-économique des villes existantes. Une révision de la « Leipzig-Charta » est prévue en 2020.

Le quartier et le « Quartiersansatz » allemand

Travailler sur les quartiers existants, c'est travailler de manière plus efficace sur le bâti existant et la transition énergétique, défi incontournable pour atteindre l'objectif de la neutralité en Carbon en 2050. Nous maîtrisons mieux la construction neuve des bâtiments que la rénovation énergétique des bâtiments existants. La France et l'Allemagne sont en retard sur leurs engagements de réduction d'émissions de CO2 dans les secteurs du transport et de la rénovation des bâtiments existants.

Au début des années 2000, l'Allemagne développe la stratégie du « Quartiersansatz » - « l'approche quartier » avec l'objectif de développer « la ville sociale ». Depuis peu, cette approche est proposée pour réduire l'empreinte écologique de la ville existante avec son infrastructure.

La notion du quartier est intégrée dans la gestion urbanistique et sociale depuis un moment (voir aussi le mouvement du « new urbanisme »). La découverte du quartier comme moteur de la transition énergétique est relativement récente. Le quartier offre un potentiel d'intervention et d'intégration des différents aspects de la transition : la biodiversité en ville, le réchauffement climatique, la gestion des ressources, l'économie circulaire, la gestion des biens communs, les transports, les défis sanitaires, la création d'emplois, la qualité de vie, la gestion énergétique, etc.... « L'approche quartier » essaie d'exploiter le potentiel du quartier et s'adresse directement aux hommes et femmes du terrain pour déclencher les actions nécessaires pour un développement durable. (voir NEUSSER 2017, S.6).

« L'approche quartier », initialement issue d'une réflexion sur la question sociale en Allemagne, porte depuis les années 2000 sur le développement urbain des quartiers existants vers une ville durable. La participation des citoyens et l'intégration sociale et économique dans les quartiers sont à l'origine de cette approche. Des initiatives pour l'intégration des immigrés ou des personnes à mobilité réduite ou âgées sont depuis subventionnées par l'état dans le cadre du programme « la ville sociale ». Sur la base de ces expériences à l'échelle du quartier une stratégie pour la réhabilitation énergétique est en cours de développement en Allemagne. Le concept réunit l'ensemble des acteurs locaux :

- les fonctionnaires de la commune qui a créé des postes spécifiques et durables pour « l'approche quartier ».
- la commune qui assure une transversalité de sa démarche entre ses différents services.
- les associations et citoyens des quartiers
- les fournisseurs locaux de l'eau, du gaz et de l'électricité
- les entreprises locales qui peuvent aider avec leurs savoir-faire ou des apports économiques
- des experts indépendants assurant des missions de conseil aux habitants pour le compte des communes

Dans son rapport environnemental intitulé « Pour une politique environnementale renforcée en Allemagne et en Europe » le conseil des experts environnemental (SRU) du gouvernement allemand donne sa vision du quartier :

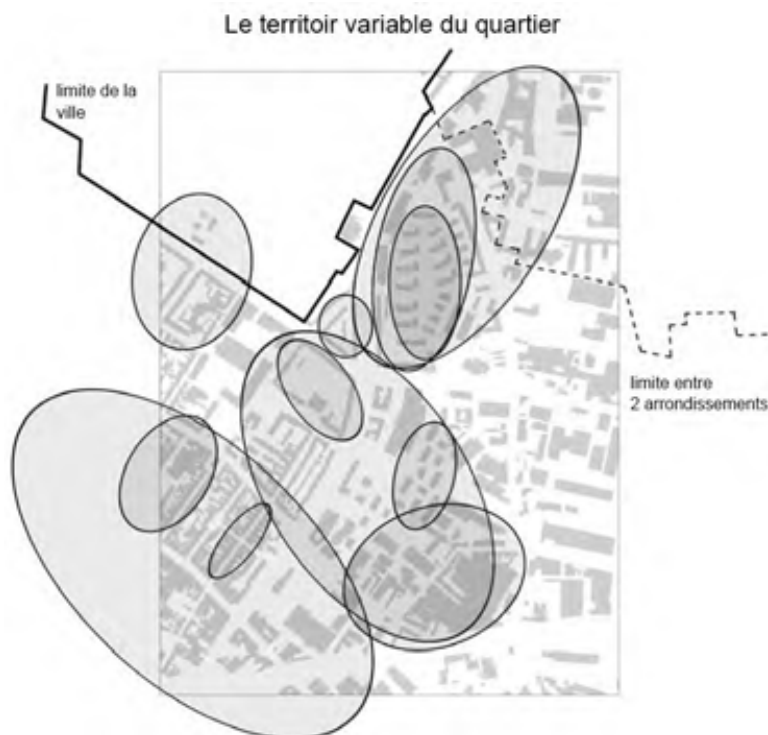
« (...) Le quartier est compris comme une unité d'espace intermédiaire entre le bâtiment individuelle et l'arrondissement. La taille du quartier est variable et peut être déterminé selon le besoin et l'approche. Dans la littérature le quartier est décrit comme « la plus petite unité socio-spatiale continue qui crée un référentiel auto poiesique et un espace émergente maîtrisable (Leitraum) » (BUKOW 2016, S.164).

L'auto poiesis désigne ici le processus de la création active de chacun et de la préservation d'un écosystème qui intègre la possibilité de faire émerger des nouvelles caractéristiques et structures à partir de l'interaction des éléments existants.

Deux aspects de l'autopoiesis jouent un rôle majeur :

- > D'un point de vue sociologique (sozialräumlich) le quartier est l'espace avec lequel les habitants s'identifient facilement surtout aussi parce que dans le quartier le résultat de nos propres actions est directement perceptible. La qualité de l'espace public, les réalités socio-culturelles font partie de la vie quotidienne, de la vie du quartier.
- > Depuis le point vu de la rénovation écologique de la ville, il s'agit d'un ensemble de bâtiments et d'infrastructures directement liés.

Sur la prochaine page on trouve une illustration des espaces variables formant un quartier selon la thématique de développement urbain :



Source : rapport SRU 2020

Quelques exemples pour différentes thématiques de développement urbain et de leur impacte spatial sur la notion du quartier. Pour chaque sujet le quartier peut prendre une autre morphologie. Quelques exemples de sujets avec une influence sur la morphologie du quartier :

Réhabilitation avec des partenariats contractuels / Récupération de chaleur de la canalisation publique / Circuits courts / Mise en réseau énergétique

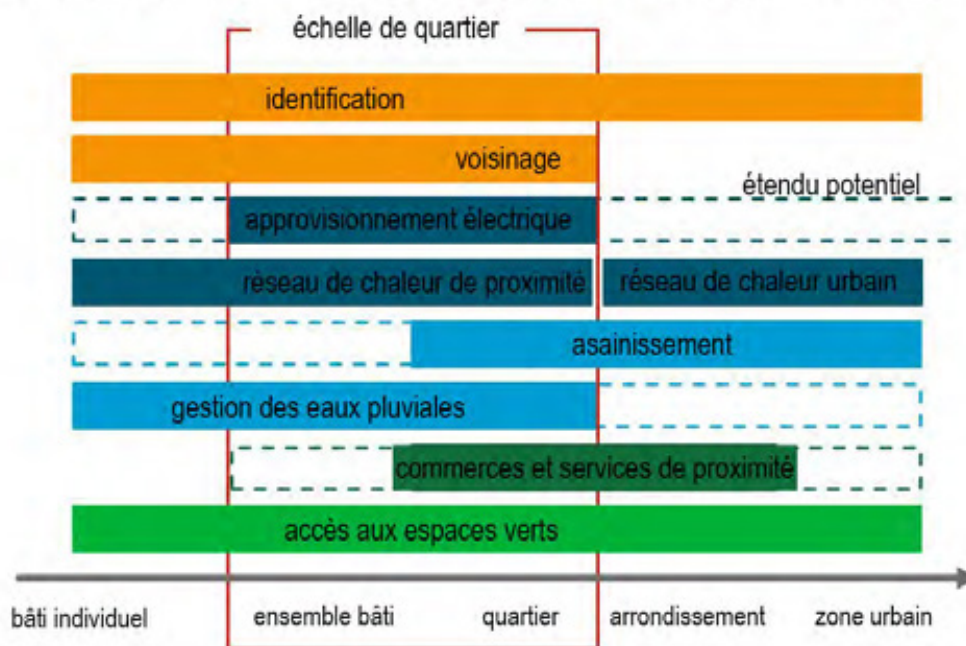
Exemple pour une analyse du besoin de « chaleur » (chauffage et production ECS) d'un quartier allemand :



Source : rapport SRU 2020

Le schéma ci-dessous explique l'impact des différentes thématiques de développement urbain sur le périmètre d'étude. Le quartier est concerné par l'ensemble des thématiques de développement tandis que le bâtiment individuel n'est concerné que par une partie des problématiques. Ainsi la gestion de l'approvisionnement électrique, de l'assainissement, de l'accès aux commerces et services de proximité ne peut pas être efficace à l'échelle du bâti individuel.

L'impact des différentes thématiques de développement urbain sur le périmètre d'étude



Source : rapport SRU 2020

En Allemagne le quartier va jouer un rôle majeur dans la stratégie de la transition énergétique. Le gouvernement allemand prévoit d'inscrire le « Quartiersansatz » dans la prochaine réglementation nationale (EnEV).

Selon le rapport « *Immobilien und Stadtentwicklung zur Berücksichtigung energetischer Quartiersansätze* », (Développement immobilier et urbain : la réhabilitation énergétique avec l'approche quartier, voir bibliographie en annexe) l'intervention à l'échelle du quartier est la priorité par rapport à l'intervention sur le bâtiment ou la maison individuelle pour les raisons suivantes :

- l'intervention à l'échelle du quartier promet une synergie des actions et une meilleure efficacité énergétique. Le potentiel de réduction des émissions Carbon à l'échelle du quartier est plus grand que la somme des actions individuelles
- Le raccordement à un réseau de chaleur de proximité (production locale) ou à des sources d'énergies renouvelables est plus efficace à l'échelle du quartier.
- L'impact économique et sociale est plus maîtrisable en travaillant sur le quartier afin d'égaliser des aspects parfois contradictoires.
- Avec une communication et une stratégie de conseil approprié au quartier on arrive à mobiliser plus de propriétaires pour la réhabilitation énergétique

L'orientation de la réglementation sur le quartier est accompagnée d'un resserrement de la stratégie énergétique nationale autour de la réduction du CO2. Le « Leitbild » pour une ville durable de l'état allemand est « die soziale Stadt » « la ville sociale ».

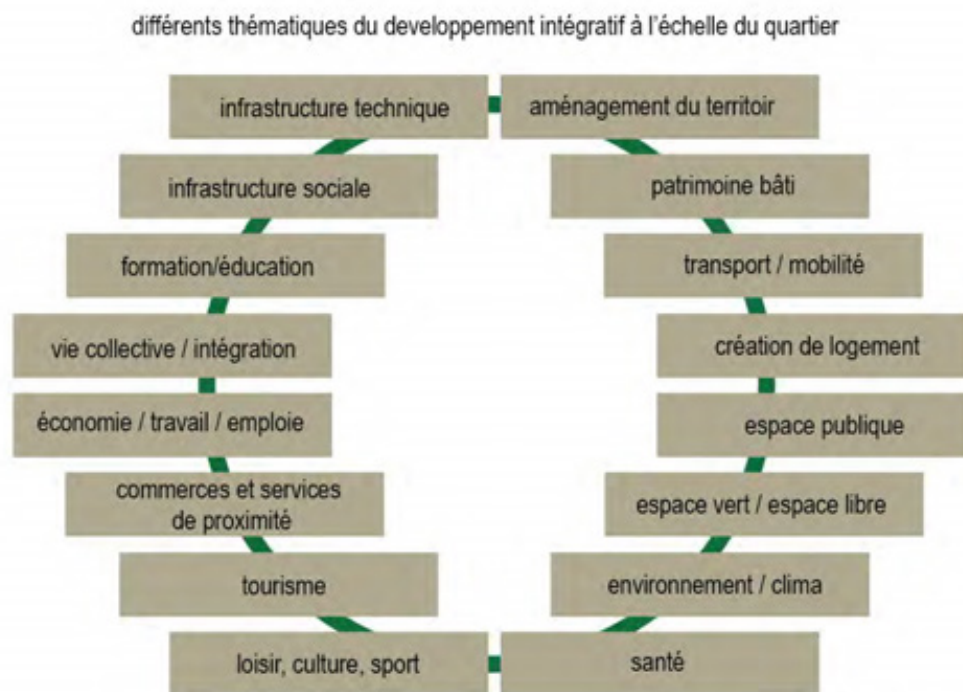
Afin d'y parvenir malgré la complexité du sujet, les communes commencent à développer des nouveaux postes et réorganisent leurs administrations de manière plus horizontale et transversale. Voici quelques profils de postes créés par les communes :

- coordination de quartier (Quartierskoordinator)
- management de quartier (Quartiersmanager)
- développement des actions (Massnahmenentwickler)

Malgré le fait que le quartier est le périmètre d'intervention le plus petit possible par rapport à la gestion des biens communs son développement reste compliqué. La multitude des acteurs et des sujets fait forcément émerger des conflits d'intérêts qu'il faut arbitrer. Il est important de choisir les sujets prioritaires pour chaque quartier afin d'aboutir à des résultats concrets. Tous les sujets ne peuvent pas être gérés en même temps.

Sans l'adhésion des acteurs économiques publiques et privés et sans les habitants la réalisation d'un quartier en transition est impossible. Cette approche intégrative de développement des quartiers existants touche à beaucoup de sujets déterminants dans l'organisation de notre quotidien.

Autant de sujets à débattre avec les habitants, toujours avec l'objectif de proposer des offres sans obligation.



source SRU 2020, chez FRANKE et al. 2009

Les quartiers pavillonnaires en Seine Saint Denis et la « transition »

Les professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme étudient souvent le sujet de la transformation des quartiers pavillonnaires sous l'angle de la densité.

Il existe plusieurs études sur la transformation des quartiers pavillonnaires en Seine St Denis. Ces études sont réalisées par les acteurs publics comme la « Direction régionale et interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile-de-France-UD 93 » ou des acteurs professionnels comme la CAUE-93. Elles mettent en avant l'enjeu de la densification des quartiers pavillonnaires afin de réaliser les objectifs du SDRIF (Schéma Directeur de la Région Île-de-France) de réaliser 11 640 nouveaux logements par ans en Seine Saint Denis proche des transports publics. La création de logement est un des objectifs, l'autre est le développement durable.

La densification est tout à fait compatible avec le scénario NegaWatt : il faut regarder le bilan énergétique du logement en combinaison avec le bilan énergétique du besoin de transport des habitants. Vivre dans une maison passive loin d'une gare et d'un accès au réseau des transports publics oblige les habitants à se déplacer en voiture individuelle. Le bilan énergétique logement passif + transport individuel peut être moins bon que le bilan d'un logement énergivore en centre-ville sans voiture individuelle.

En 2014 dans LA DENSITÉ - UN ATOUT POUR LA SEINE-SAINT-DENIS édité par le CAUE-93 les auteurs FORESTIER Marie et RENAULT Stéphanie résume la situation comme suite :

« Après une période de ralentissement, l'étalement urbain s'est accru en Île-de-France entre 2004 et 2007 avec en moyenne la consommation de plus de 1 000 hectares de terres agricoles par an. Face à cet enjeu majeur du développement durable, économie de ressource et d'espace, la densification constitue une réponse. Dans ce contexte, favoriser le renouvellement urbain, limiter la consommation d'espaces est aujourd'hui un enjeu essentiel pour l'aménagement urbain. Pour favoriser la ville des courtes distances, des économies d'échelles, de la multiplication des équipements, la densification favorise la proximité et l'accessibilité des services et équipements, renforce la centralité et l'attractivité urbaine. »

Le présent mémoire ne pose pas la question de la densification urbaine des quartiers pavillonnaires mais celle du modèle de « transition écologique ». Les études citées affirment que densifier un quartier ne doit pas s'arrêter à la création de nouveaux logements dans le tissu pavillonnaire existant. Il faut accompagner la densification avec la création des nouveaux équipements publics, l'amélioration de la qualité de l'espace public et notamment de la rue. Il faut créer des lieux de rencontres pour les habitants, des services et commerce de proximité, des espaces verts et une dynamique économique et sociale pour sortir des « quartiers dortoirs » et créer de l'emploi.

Il semble toutefois que les quartiers pavillonnaires de Seine St Denis ne font pas partie des priorités de la stratégie de l'aménagement du territoire.

Ce constat est une conclusion de la comparaison de deux cartes issues de la publication n°5 « Décryptage's » mai 2018, « Le processus de métropolisation à l'œuvre en Seine-Saint-Denis », (Service de l'observatoire départemental, Direction de la stratégie, de l'organisation et de l'évaluation, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis).

La première carte montre la spatialisation sociale et fonctionnelle des espaces du département 93. L'habitat individuel est représenté par une couleur beige. La deuxième carte présente les principaux

projets d'aménagement en Seine Saint Denis. Très peu de projets prioritaires se trouvent dans la zone pavillonnaire, qui correspond à la zone blanche de la deuxième carte.

Voir carte 03 présentant une superposition des deux cartes précédentes.

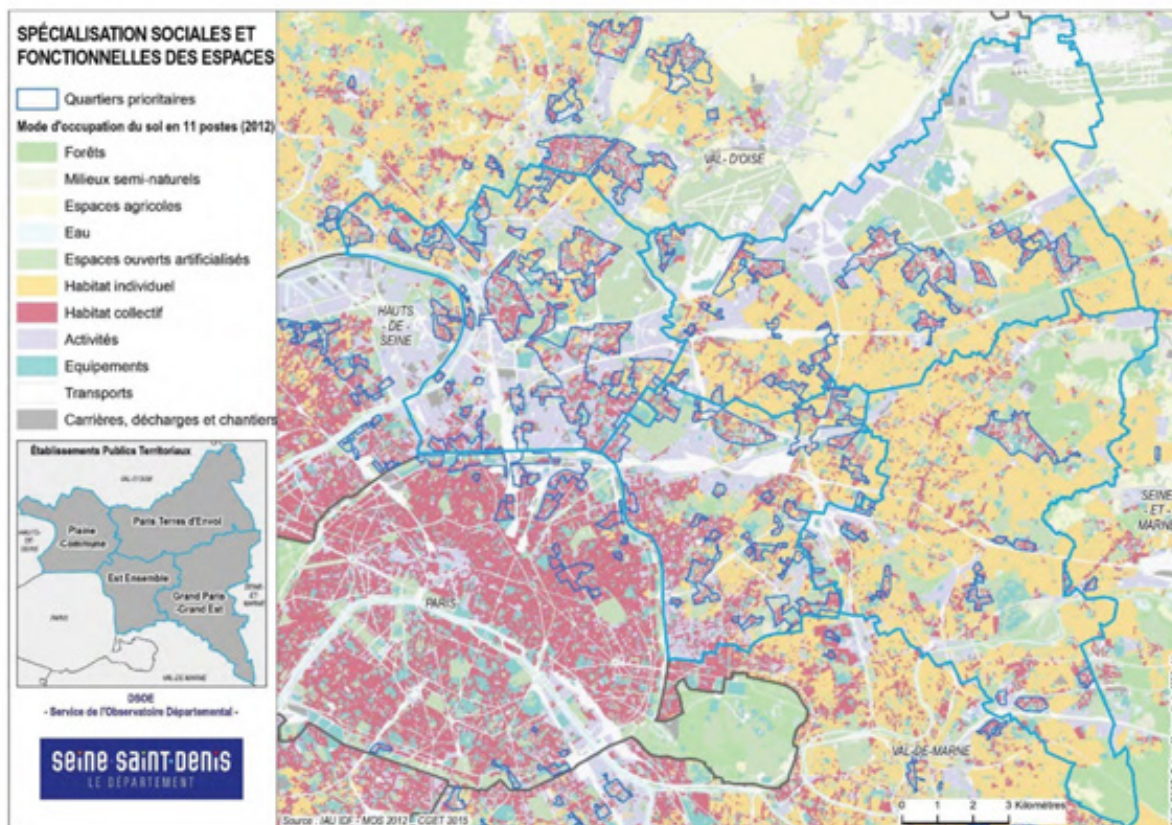
D'un point de vue socio-économique les plans d'aménagement peuvent être pertinents, mais il faut se poser la question si le point de vue de la « transition écologique » nous oblige à changer l'approche.

N'oublions pas que le citoyen aisé est responsable de quatre fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que les ménages modestes. Vue depuis la « transition écologique » les zones critiques ne sont pas les Cités mais les quartiers pavillonnaires. Il faut avant tout changer le modèle de consommation, d'habitation, de déplacement de la classe moyenne aisée qui habite les quartiers pavillonnaires.

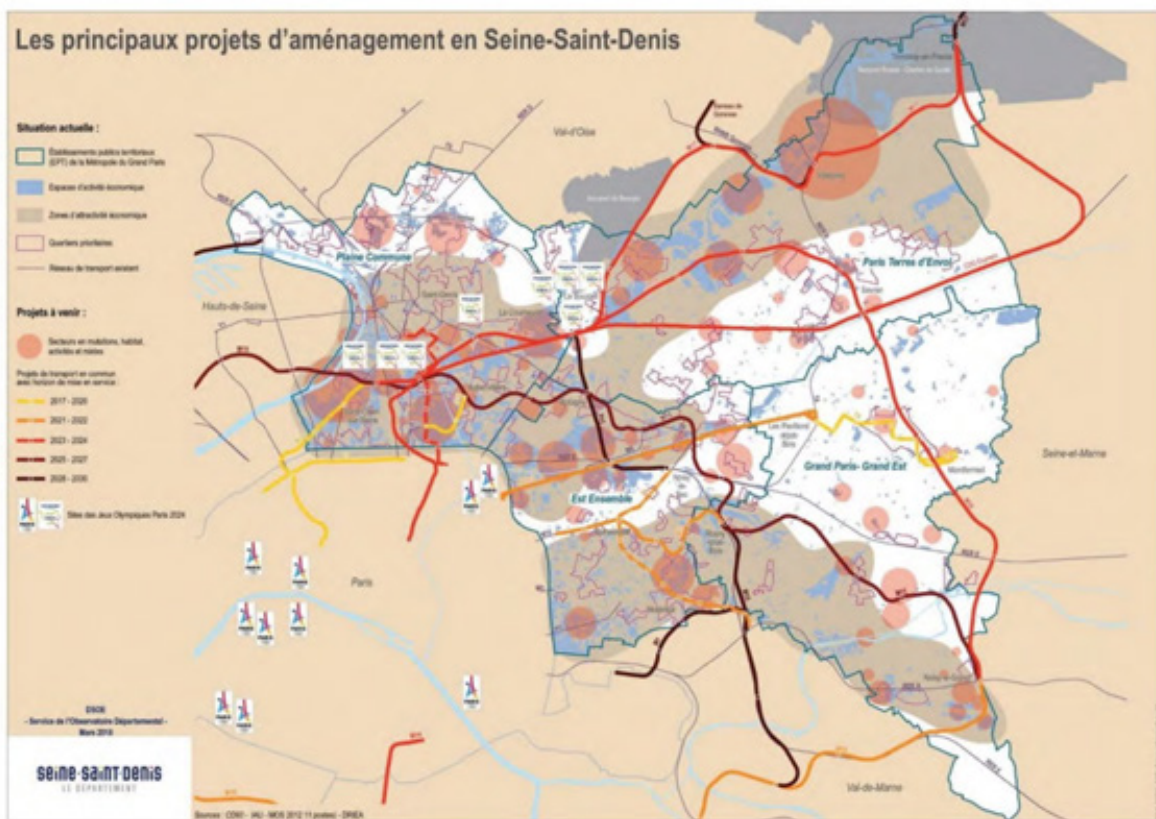
Pour l'instant le modèle de l'aménagement des quartiers pavillonnaires est le modèle de la voiture et du centre commerciale ou de la livraison à domicile.

Le nouveau modèle doit favoriser les objectifs de la « transition écologique » :

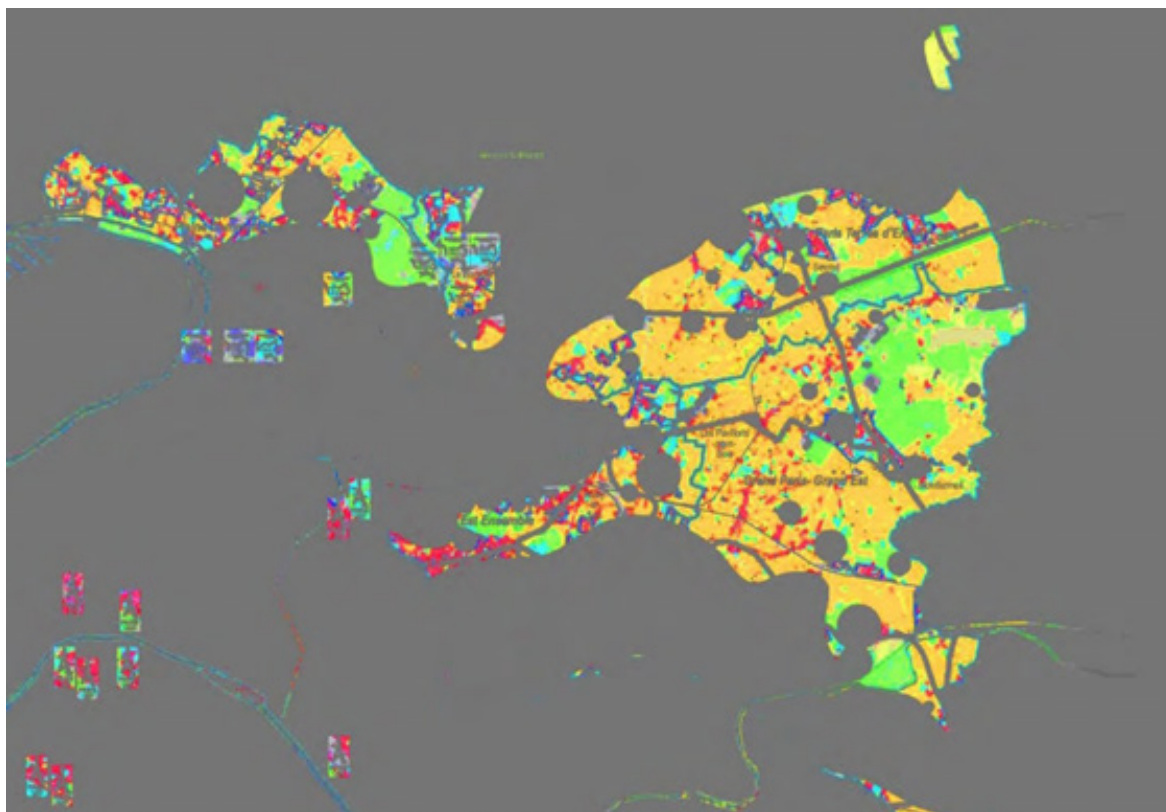
- réhabilitation énergétique des bâtiments
- abandonner la priorité de la voiture pour équilibrer les usages de la rue
- rapprocher l'emploi des lieux de vie en favorisant la mixité
- développer l'économie circulaire
- développer une biodiversité



Carte 01



Carte 02



Carte 03 superposition de la carte de spatialisation sociale et fonctionnelle des espaces et de la carte des principaux projets d'aménagement en Seine Saint Denis. La zone pavillonnaire est le grand vide des priorités d'aménagements.

Les enjeux de la densification des quartiers pavillonnaires sont compatibles avec la transition, mais « aller au-delà » est un projet qui fait appel à une transformation de nos modes de vies plus importantes afin de réduire drastiquement notre empreinte écologique à une taille soutenable. C'est uniquement possible si le citoyen devient acteur du changement.

Dans l'analyse de l'INSEE de février 2020 « La Seine-Saint-Denis : entre dynamisme économique et difficultés sociales persistantes » la zone résidentielle du département présente un tissu socio-économique particulier :

« Il s'agit d'une zone résidentielle, avec des fonctions présentes dominantes (77,5 % de l'emploi) et une faible concentration de l'emploi (62 emplois pour 100 actifs). Les emplois sont occupés à 40 % par des actifs qui n'habitent pas le département. La part des emplois de cadres y est inférieure de près de 5 points à la moyenne départementale. Ce territoire comprend environ un quart de la population départementale et la plus forte proportion de personnes âgées (17,8 % de 60 ans ou plus). Plus de la moitié des ménages sont propriétaires (54 %) et la part des cadres dans la population active y est supérieure à celle du département. Avec 21 % de ménages vivant en logement social et un taux de pauvreté de 19,2 %, ce territoire présente, en moyenne, le moins de fragilités sociales du reste du département. »

Est-ce que l'enjeu de la transition peut ouvrir un autre regard sur les quartiers pavillonnaires existants ? Un regard qui sort ces quartiers de leur rôle de « mauvaise élève » de l'urbanisme. Un regard qui voit dans ces quartiers pavillonnaires par exemple un début d'économie circulaire avec des jardins cultivés et productifs, une biodiversité, des commerces de proximités, une solidarité entre voisins, un potentiel d'efficacité énergétique facile à réaliser, et une proximité aux transports publics suffisants pour développer une éco-mobilité plus douce. Le développement d'une éco-mobilité est un des grands enjeux et un problème en soit.

Franck Avice, conseiller indépendant en transport publique :

« Un gros sujet est l'accès aux modes « lourds » (train, métro, tramway) à partir des points éloignés et de l'offre de mobilité pour couvrir les derniers kilomètres. Les solutions envisageables sont : dessertes avec des mini bus électriques, vélos, voitures partagées, taxis collectifs, etc. Ceci pose le problème du financement de cet offre, faute de vrai business model (pas assez de clients) : il faut des subventions publiques pour déployer les flottes de véhicules collectifs et les maintenir et des infrastructures dédiées (pistes cyclables, bornes électriques de recharge, parking pour les véhicules en autopartage). »

Avec les mots de Gaston Bardet dans son livre « Problèmes d'urbanisme », Paris Dunod, 1948, p.239 on peut voir dans les quartiers pavillonnaires le potentiel de développer des villages urbains :

« un microcosme urbain dans lequel un volume social, bien étudié, doit réunir toutes les fonctions élémentaires, quotidiennes, immédiates. Nous n'insisterons jamais trop sur ce fait que, sans lieu de communion, des hectares de banlieue présentent un degré inférieur d'évolution à un village possédant quelques bancs sous son orme. C'est donc un village qu'il faut créer, avec son église, sa crèche, ses écoles, ses terrains de jeux, ses douches, sa buanderie commune, son petit dispensaire, ses coopératives de consommation, ses ateliers d'artisans, ses petites industries fournissant du travail local à une partie des habitants du quartier [...]»

Dans l'ouvrage « La France des "petits-moyens". Enquête sur la banlieue pavillonnaire », les auteurs décrivent un quartier pavillonnaire à Gonesse, le quartier « des peupliers » résumé comme suite par Marco Oberti dans « Sociologie de travail » [Vol. 52 - n° 4 | Octobre-Décembre 2010 : Varia](#)

« L'originalité et la richesse de cet ouvrage collectif est de se situer au croisement de la sociologie des classes et de la mobilité sociale et également de la sociologie urbaine. Il apporte surtout un éclairage nouveau et important sur des catégories et des espaces urbains peu étudiés par les sociologues. L'approche diachronique et localisée retenue par les auteurs se révèle être particulièrement pertinente pour saisir des dynamiques de mobilité sociale de faible amplitude et le rapport à l'espace urbain. En ce sens, ce travail participe d'une meilleure compréhension de la complexité et de la diversité de la banlieue trop souvent réduite à deux ou trois types de configurations. »

L'étude montre que l'analyse du territoire local renvoie à une réalité beaucoup plus complexe et aux merveilles de l'infiniment petit. Travailler sur le « petit » nous renvoie à la pertinence du « Quartiersanstaz » - « l'approche quartier » qui permet d'analyser au plus près la situation spatiale et socio-économique de chaque quartier et de son potentiel pour la transition écologique. En France les conseils de quartier ont été mis en place par la loi du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité pour des communes à partir de 80 000 habitants. Ils ont un rôle d'avis et de proposition sur toutes questions intéressant le quartier ou la ville (amélioration du cadre de vie, mise en place de nouveaux équipements publics...).

Le Tour de Banlieue du dimanche 25 octobre 2020 fournit les images qui témoignent des ressources énergétiques existantes. C'est aussi une recherche sur le terrain des traces existantes d'une transition.

Une analyse cartographique du territoire parcouru en vélo est jointe en annexe au présent mémoire. Ce territoire est constitué des villes : Neuilly sur Marne, Villemomble, Gagny, Le Raincy, Clichy sous-bois, Montfermeil, Chelles. L'étude des cartes en annexe permet les conclusions suivantes :

> Les résultats des études dépendent de leurs échelles. Ainsi l'analyse de l'INSEE de février 2020 cité ci-dessus regarde la « zone résidentielle » à l'échelle du département 93. A cet échelle la description de la « zone résidentielle » décrit une population relativement homogène, plutôt aisée et plutôt âgée.

L'analyse cartographiques joint en annexe propose une échelle plus grande et aboutie à une image plus diversifiée des habitants des quartiers pavillonnaires. On y trouve une population très mixte, des jeunes, des personnes âgées, des ménages aisés mais aussi des ménages avec de faibles revenus.

Ainsi la complexité et la précision des études augmentent avec l'augmentation de l'échelle.

> L'étalement urbaine en 1933 du territoire étudié est quasiment terminé. La création des quartiers pavillonnaires est le résultat d'un aménagement du territoire du 93 qui commence avant 1921 et qui se confirme jusqu'en 1933. L'étude des photographies aériennes historiques de l'outil : « remonter le temps » du site www.geoportail.fr, montre que le réseau des voies circulables est en grande partie terminé en 1933. La construction des pavillons le long de ces voies d'accès est déjà bien avancée. Le développement de la banlieue résidentielle à partir de 1933 peut être ainsi décrit comme une densification aux dépens des terrains agricoles entre les zones aménagées.

Les racines de la banlieue pavillonnaire vont au-delà de la société de consommation des « 30 glorieuses ». Soit la société de consommation et la voiture individuelle sont déjà à l'œuvre avant 1933 soit ce couple n'est pas à l'origine de l'aménagement pavillonnaire et de l'étalement urbain.

On verra sur les pages suivantes les images du « Tour de Banlieue » du 93. On fera le constat de l'absence de signes d'une transition en route : très peu d'installations privées d'énergie renouvelable, peu d'espaces publics réservés à la biodiversité, peu d'aménagements urbains pour une mobilité douce, peu de traces d'une économie circulaire, à part les camionnettes des ferrailleurs.

Ils se pose alors la question comment motiver les habitants des quartiers résidentiels à devenir acteurs d'une transition positive de leur quartier qui repose sur la participation de chacun. Les habitants peuvent « agir localement », chacun avec ses moyens.



Montreuil quartier des « Beaumonts »



Fontenay sous-bois



Centrale de chaleur urbain, Avenue de Jean Moulin



Neuilly Plaisance, rue de la Pelouse



Neuilly Plaisance



Neuilly Plaisance, Avenue Georges Clemenceau



Neuilly Plaisance, Avenue Paul Doumer # Emmaus de transition



Neuilly Plaisance



Neuilly Plaisance, Avenue Générale de Gaulle # zone piétonne de transition



Le Perreux sur Marne, Rue Albert Collinet # un début de mine urbain et collectif



Le Perreux sur Marne



Rue du Bois # un jardin productif



Neuilly sur Marne, Chemin du Prince # énergie et terre érable



Neuilly sur Marne



Villemomble, Avenue de Fredy # un jardin productif



Gagny, Rue du 14 juillet # construction bois



Gagny



Gagny, rue Pablo Picasso # énergie et terre érable



Montfermeil, Avenue de Daniel Perdrigé # trottoir perméable



Montfermeil



Le Moulin de Montfermeil # résilience alimentaire <http://moulindeMontfermeil.com/>



Montfermeil, Sent du Pin # premières terre agricole en vue



Chelles



Chelles, Avenue de Claye # premières terre agricole



Chelles, Avenue de Liaubon # alimentation électrique



Villevaudé



Villevaudé, transformateur RTE, # 2.3 MW pour 2 moi. de personnes en IDF

Lors du Tour de Banlieue au parcours improvisé nous n'avons pas trouvé beaucoup de signe de vie de quartier collective en transition. Toutefois une recherche internet montre que dans quelques communes des centres de proximité existent. Ces centres sont un premier relais entre le quartier et la commune. Leurs programmes sont surtout orientés autour des actions sociales et éducatives mais quelques-uns commencent à développer des sujets autour de la transition écologique :



Montreuil, source : site web



Neuilly sur Marne, source : site web



Montfermeil, source : site web



Chelles, source : site web

Les quartiers pavillonnaires de Seine Saint Denis ont peu d'organisation de gestion collective. D'abord il faut réunir, rassembler, organiser les gens prêts à participer dans une démarche de transition. Un point d'accueil et ou d'information sur la transition dans une maison de quartier pourra aider ou venir plus tard.

Souvent les quartiers ne disposent pas d'un espace collectif de rencontre nécessaire pour la coordination. Pour l'instant les équipements existants sont issus d'une approche sociale. Ces espaces collectifs apparaissent dans les lotissements modernes des années 1920 sous l'influence des idées sociales du mouvement des ouvriers.

Nous pourrions commencer par leurs donner une double lecture : une maison sociale et une maison de transition.

Demain ces espaces collectifs du quartier peuvent avoir d'autres rôles : un premier relais pour l'économie circulaire, un point de départ pour l'économie sociale et solidaire, un apport à la résilience alimentaire des villes, un centre pédagogique de transition.

Les associations existantes des quartiers sont aussi un point de départ pour des projets de transition. Comme la maison du quartier de la rue Hoche à Montreuil (<https://www.montreuil.fr/solidarites/les-centres-sociaux/centre-social-la-noue-1>), créée dans le cadre de la revalorisation du quartier de la Noue. La Noue n'est pas un quartier pavillonnaire et l'offre développée dans la maison de la rue Hoche est motivée par l'intégration « sociale » avec un programme culturel et éducatif. L'association « on sème tous » (<https://onsemetous.com/>) exploite un jardin en permaculture autour de la maison. Dans l'avenir l'association veut développer une ferme urbaine à proximité pour l'approvisionnement des cantines des écoles du quartier. Le financement peut venir du budget participatif de la ville de Montreuil soumis au vote des citoyens. Le résultat du vote n'est pas encore connu. Il s'agit aussi d'un apport pour une meilleure résilience alimentaire à l'échelle locale.



La maison du quartier de la rue Hoche avec le jardin en permaculture, photo : Nikolai KNOKE

La transition de nos quartiers passera aussi par une innovation programmatique.

Pourquoi est-ce que la collecterie du quartier n'existe pas ? Ce relais de proximité pourra en même temps améliorer le gaspillage énergétique des livraisons du « dernier kilomètre ». Les habitants du quartier iront à cette maison du quartier pour récupérer leurs colis, s'informer sur la réhabilitation énergétique et pourront se renseigner sur la santé environnementale de leur quartier. Des vélos cargos électriques sont disponibles pour le transport des objets « hors service ». En même temps on y trouvera des annonces de service privés comme la garde des enfants, l'entretien du jardin et du potager, des services de conciergerie, des offres d'emplois, un atelier pour la réparation des vélos, trottinettes, skateboards et poussettes avec une imprimante 3d et une découpe laser, un coin café, des conseils pour l'installation des microstations d'énergie renouvelable. La maison offre un accès internet et pourquoi pas quelques postes de télétravail. Une boutique de réparateurs peut vendre des objets remis en état par une association de réemploi. Cet espace collectif peut être un centre énergétique de la production de l'énergie renouvelable du quartier et proposer des stations de recharges pour tout engin électrique.

Partie 03 – Références pour « l'action quartier »

« L'écu » : les maires mettent en transition leur commune

Ungersheim, Loos-en-Gohelle, Guipel, Longuët, des communes rurales qui mettent en place une transition éco-responsable depuis plus de 15 ans. Ces communes transforment leur façon de faire à partir de la mémoire collective et du patrimoine bâti. Dans ces communes, c'est souvent le maire qui a su mobiliser une majorité des citoyens autour d'un projet de développement durable.



Source : site web de la ville de Loos en Gohelle

Loos-en-Gohelle avec sa Base 11/19 se trouve dans le bassin minier du Nord Pas de Calais à quelques kilomètres de Lens. Il s'agit d'une Ville Pilote du Développement Durable depuis 2001.

« La réappropriation culturelle de notre histoire est fondamentale, insiste l'édile (Jean François Caron). J'ai fait en sorte qu'on travaille notre mémoire collective et notre système de valeurs. On ne peut pas construire si on n'a pas d'estime de soi, si on se renie, si on ne sait plus où l'on habite. (...) Notre ancien modèle de développement est mort. Il ressemble à la poule à qui on a coupé la tête. Elle s'agite frénétiquement, mais elle est morte. La plupart des gens en sont conscients, mais le nouveau modèle n'est pas encore apparu. Je pense que la reconstruction passe par les territoires. Les réponses innovantes viendront du local, car le local permet des désobéissances. Une innovation, c'est une désobéissance qui a réussi. »

Jean-François Caron, Maire de Loos en Gohelle,

source : « Loos-en-Gohelle, du charbon à l'écologie » Paris Match | Publié le 19/08/2020, Jacques Duplessy

Loos en Gohelle pratique l'implication des habitants dans les projets de la commune, un urbanisme intégratif qui nécessite plus de personnel bien formé à la ville. Ainsi la municipalité emploie aujourd'hui sept cadres de catégorie A dont une chargée de mission citoyenneté. Normalement une ville de taille comparable compte un seul cadre de catégorie A : le directeur technique. Tous sont formés à l'animation de réunion et au travail coopératif. L'objectif est qu'une pétition municipale soit une opportunité, pas un problème. Nous retrouvons ici un exemple pour le type d'emploi qui demande l'application de « l'approche quartier » pratiqué en Allemagne.

La ville met à disposition de tous un référentiel écrit en 2020 sur « L'implication des citoyens de la Commune de Loos-en-Gohelle », Retour d'expérience de la Commune de Loos-en-Gohelle « Un référentiel pour faire le point et nourrir l'action » téléchargeable sur

<https://www.loos-en-gohelle.fr/wp-content/uploads/2020/04/Re%CC%81fe%CC%81rentiel-loossois-de-limplication-citoyenne-Version-30-mars-2020.pdf>

L'objectif formulé sur la première page du document est que « *Ce travail participe de la transmission de l'expérience loossoise dans le cadre de la convention de partenariat « démonstrateur national conduite du changement Ville durable » avec l'ADEME et de structuration d'une Fabrique des transitions. »*

Un clic sur le site web de la ville <https://www.loos-en-gohelle.fr/vie-associative/annuaire-associations/> montre que la ville a aussi développé une activité associative importante, dont un café géré par « Les Anges gardiens » qui sert comme espace de rencontre et d'accueil des ateliers. Une monnaie locale « la manne » a été également créée.

La ville a aidé au développement d'une agriculture bio en mettant à disposition des terrains agricoles à « Bioloos » qui exploite la terre de façon éco-responsable. Grâce à cette expérience et au succès de la chaîne youtube de Thierry Baillet, l'un des quatre fondateurs de Bioloos, le projet VITAL (villes, transition et alimentation locale) est aujourd'hui porté par l'agglomération lennoise. Cinq associations, dont « Che's Biaux Jardins », gèrent les anciens jardins ouvriers en tant que jardins partagés et productifs.



Thierry Baillet, agriculteur youtubeur, et son fils dans leurs champs bio. © Cyril Marcilhacy
Source : Loos-en-Gohelle, du charbon à l'écologie » Paris Match | Publié le 19/08/2020

Loos en Gohelle s'est fixé un objectif ambitieux pour la transition énergétique : devenir au plus tard en 2050 la première ville de France avec un bilan énergétique positif. On applique le trident de Nega Watt : sobriété, efficacité et énergie renouvelable. Ainsi un programme de réhabilitation énergétique des bâtiments existants a permis de réduire la consommation électrique par un facteur 10.

Les citoyens sont sensibilisés pour l'éco-mobilité, promue avec des aménagements pour la sécurité des cyclistes et des piétons.

La commune intègre des entreprises du secteur privé dans le développement des panneaux photovoltaïques sur son territoire et a créé la société « Mine de soleil » dont 100 citoyens détiennent des actions.

Le projet phare est la réhabilitation d'une ancienne mine de charbon, la Base 11/19 qui est devenu un lieu d'échange économique et culturel. On y trouve :

« une pépinière d'entreprises tournées vers l'écologie, le Centre de développement des éco-entreprises (CD2E), un accélérateur pour faciliter la transition énergétique et écologique de l'économie des Hauts-de-France et au-delà, le Centre ressource du développement durable (CERDD), pour assurer la promotion d'un développement économique durable, et aussi une scène nationale, Culture commune. »

Geoffrey Mathon, premier adjoint du maire s'engage depuis longtemps dans le développement de la ville, qui bénéficie de beaucoup de subventions européennes. Il dit tout simplement :

« ça m'intéresse de « faire » avec les gens. »

Source : Loos-en-Gohelle, du charbon à l'écologie » Paris Match | Publié le 19/08/2020

Pour ce qui veulent aller plus loin, la ville a produit un nombre de ressources impressionnante, dont un « UN RÉCIT DE RÉSILIENCE TERRITORIALE » pour rendre compte de son engagement de développement durable depuis 30 ans. :

<https://www.loos-en-gohelle.fr/espace-ressources/>

La commune d'Ungersheim en Alsace s'est engagée dans un changement comparable grâce à l'initiative de Jean-Claude Mensch maire depuis 1989. Elle a rejoint l'initiative des « villes en transition » fondé par Rob Hopkins.

En 2016, l'audace de cette municipalité pionnière en France a fait l'objet d'un documentaire élogieux, « *Qu'est-ce qu'on attend ?* » de Marie-Monique Robin. Pour elle Jean-Claude Mensch est ce qu'on appelle un "héros local". Sur le site web de la mairie on peut lire :

« C'est en marchant que l'on trouve le chemin », nous poursuivons nos initiatives pour une économie décarbonée locale et plus fraternelle. »

« Bottom up » : Des exemples des quartiers en transition

Le livre de David Holmgren « *RetroSuburbia : the downshiffters guide to a résilient future* » est selon son auteur à la fois un guide pratique et un manifeste. Le livre défend l'idée que la banlieue en Australie peut être transformé afin de devenir un territoire productif et résilient. Le livre s'adresse d'abord aux individus et vise les actions réalisables à l'échelle de la maison et de la parcelle. Sur la page 14 le choix est justifié par :

- l'approche individuelle qui offre la plus grande liberté pour un changement radical sans attendre la société
- l'approche individuelle qui permet la gestion du sujet dans le cadre d'un livre
- l'approche individuelle qui se base sur des solutions abordables et reproductibles sans la durée et les risques d'actions à grande échelle pour transformer l'industrie, la finance et des structures politiques



Source : « *RetroSuburbia* », David Holmgren

Au lieu d'être dépossédé du pouvoir d'action et de perdre notre énergie dans un engagement de société chacun peut ainsi devenir acteur de la transition. Le concept de permaculture est appliqué à l'espace de la parcelle avec sa maison. La densité des quartiers pavillonnaires offre alors suffisamment d'espace intérieur et extérieur pour envisager une autarcie (auto-résilience) souvent associée avec le territoire rural. En même temps la densité sociale s'approche de la ville permettant ainsi une diversité et multiplication des échanges et interactions socio-économiques. Le concept de permaculture est compris comme une boîte à outil de conception.

Les principes fondateurs initialement développés pour la culture de la terre sont applicables pour le couple maison + jardin, à savoir :

- > l'éthique de la bienveillance de la terre (earth care), la bienveillance des hommes (people care), la bienveillance des échanges (faire share),
- > les principes d'observer et d'interagir, de collecter et de stocker l'énergie, d'obtenir une récolte, d'appliquer l'auto-régulation et d'accepter les critiques, d'utiliser et de valoriser les ressources et services renouvelables, de ne produire aucun déchet, de concevoir à partir des motifs courants aux détails, d'intégrer au lieu de séparer, d'utiliser des solutions petites et lentes, de profiter et de valoriser la diversité, d'utiliser les bordures et de valoriser le marginales, d'être créatif avec et de profiter des changements.

Ces principes sont valables si nous adhérons à l'idée de simplifier nos vies et du « downshifting » (réduire la complexité de nos besoins). Dans son livre *Walden, la vie dans les bois* publié en 1854 David Thoreau fait la promotion des mêmes idées.

Le livre de David Holmgren propose un changement de regard sur la maison, sa parcelle et son quartier. Au lieu d'être un territoire aménagé pour le temps de repos en famille après le travail, David Holmgren y voit un écosystème qui offre aux habitants beaucoup plus de fonctions que le repos. Habiter dans sa maison devient une activité plus importante qui comprend, réparer, cultiver, produire, travailler, échanger, consommer, approvisionner... C'est une prise de possession de l'habitant de son territoire. Nos quartiers ressemblent évidemment aux activités que nous y exerçons. La banalité de la banlieue pavillonnaire est alors l'expression de nos modes de vies et de la réduction de nos activités dans l'environnement de proximité. Ce qui frappe dans les images du Tour de Banlieue est l'absence du vivant dans nos quartiers. Tout est pensé comme infrastructure et décor du statut social, peu est pensé comme un écosystème du vivant. Nos vies dépendent alors des services communaux, de la gestion des espaces verts, de l'éboueur, de l'approvisionnement en énergie et en eau et des horaires d'ouverture du centre commerciale. Pour observer les oiseaux il faut aller au Zoo !

Exercer d'autres activités dans nos quartiers, remplira l'espace publiques et privé avec une multitude de fonctions, des objets, des espèces, des plantes absentes aujourd'hui et rendra la banlieue plus vivante.

Dans le livre d'Holmgren les nouvelles activités dans le quartier sont liées à la production alimentaire mais nous pouvons imaginer beaucoup d'autres actions locales et de prestations de services liés à l'économie circulaire. Une association, ou un autoentrepreneur pourrait proposer de cultiver dans nos jardins et vendre les récoltes sur le marché local. Evidemment au début on payera ces produits plus chers mais surtout cela nous obligera d'adapter notre façon de manger aux fruits et légumes des saisons.

Cette idée est devenue une réalité avec le Patchwork Farm à Crystal Palace en Angleterre. L'initiative est liée à la création du Crystal Palace Food market, qui a ouvert ses portes pour la première fois le 11 mai 2013. L'idée était de développer la production alimentaire local et a reçu le support de Crystal Palace, une commune de Londres devenue une ville en transition. Après une période difficile au début, le marché fonctionne très bien aujourd'hui et est à l'origine d'un réseau d'env. 20 producteurs locaux adhérant à la charte des fondateurs qui ouvrent le marché tous les samedis. Parmi ces producteurs figure le Patchwork farm dont le concept était associé dès le début au développement du marché local. Le Patchwork Farm

est géré en communauté et exploitent des jardins ou espaces verts dans la ville. Des volontaires aident à cultiver les divers potagers.

Pour en savoir plus : <http://www.crystalpalacetransition.org.uk/patchwork-farm.html>

<https://www.crystalpalacefoodmarket.co.uk/about-cpfm/>



Source : 21 stories of transition, Rob Hopkins, transitionnetwork 2015

Le réseau des villes en transition s'inspire des idées de Rob Hopkins, formateur et enseignant en permaculture à l'université de Kinsale en Angleterre. Le site web français <https://www.entransition.fr/> compte aujourd'hui environ 150 villes françaises en transition et résume leur engagement :

« La démarche des initiatives de Transition est résumée dans le Manuel de Transition. Cette démarche consiste à aider les habitants d'un territoire à définir ensemble leur avenir et les solutions qu'ils souhaitent mettre en place. La première étape consiste à établir une vision commune qui dédramatise les transformations à venir et fournit la motivation nécessaire pour s'engager dans un profond processus personnel et collectif de changement. Nous devons atteindre rapidement la masse critique qui va nous permettre de sortir par le haut de cette "crise". »

Sur ce site on trouve une méthode en 12 étapes pour commencer un projet de transition :

<https://www.entransition.fr/les-12-etapes-dun-projet-de-transition/>

- 1) Fonder un groupe initiateur et prévoir dès le départ sa dissolution
- 2) Sensibiliser
- 3) Poser les fondations
- 4) Le grand lancement
- 5) Refonder le groupe initiateur et lancer des commissions thématiques
- 6) Utiliser la technique des forums ouverts
- 7) Créer des réalisations visibles et concrètes
- 8) Initier la grande « re-qualification »
- 9) Créer des liens avec les autorités locales
- 10) Honorer les anciens

- 11) Laisser les choses suivre leur cours
- 12) Élaborer un plan d'action de descente énergétique

Ces 12 étapes sont essentiellement liées à l'organisation des acteurs et à la création d'un réseau. L'aboutissement de ce travail est l'élaboration d'un plan d'action de réhabilitation énergétique. » L'approche quartier » pratiqué en Allemagne propose le même processus.

Rob Hopkins a publié plusieurs livres et est à l'origine du projet pionnier de Totness - ville en transition anglaise depuis 2006. Contrairement à David Holmgren, le mouvement des villes en transition implique une approche collective et solidaire. L'action n'est pas portée exclusivement par les individus ou les institutions politiques et revendique une position apaisante sans appartenance à un parti politique. Dans la publication 21 stories of transition, How a movement of communities is coming together to reimagine and rebuild our world (21 histoires de transition, Comment un mouvement de communautés se rencontre pour réimaginer et reconstruire le monde), publié par transitionnetwork, 2015 en Angleterre, Rob Hopkins présente 21 projets de transition pour l'occasion de la COP21 à Paris. L'objectif des projets est de gagner en résilience, réduire la dépendance énergétique et utiliser les ressources locales. Il revendique un engagement « bottom up » qui repose sur des initiatives des citoyens portants sur leur environnement de proximité.

Un autre exemple d'un projet « bottom up » est la réhabilitation de 10 maisons dans le quartier du « Granby Four Streets » faisant partie de l'arrondissement Toxteth à Liverpool pour le Granby Four Street Community Land Trust.

Contrairement aux deux approches précédentes l'origine du projet ne se trouve pas dans la revalorisation des espaces extérieurs en liens avec la maison mais dans la réhabilitation des bâtiments abandonnés et menacés de démolition. Il s'agit d'un quartier ouvrier, tombé dans le déclin dans la crise économique de l'Angleterre des années 1970. Les hostilités répétées entre la police et les résidents majoritairement issus de l'immigration de Toxteth ont atteint leur point culminant en 1981 d'émeutes de Toxteth (Toxteth Riots) qui ont définitivement ruiné la réputation du coin. Au fur et à mesure les commerces et les maisons ont été abandonnées mais le Granby Résidents Associations, en partie investi par la communauté créative et artistique (squat) a pu éviter la démolition de certains bâtiments dégradés. Ensuite plusieurs programmes de promotions immobiliers ont été abandonnés et finalement le CLT (community land trust) engendré par l'association des résidents et avec l'aide de plusieurs partenaires privés, a obtenu en 2013 la subvention de la ville pour le « 10 houses project » (le projet des 10 maisons). L'agence d'architecture Assemble a reçu pour le projet le Prix Turner en 2015. Le cœur du projet est la valorisation d'un quartier multi- raciale et multi-culturel investi par la scène artistique. Les créatifs sont à l'origine d'un marché du quartier qui contribue à l'animation socio-économique. Il s'agit d'une approche intégrative qui profite de l'histoire agité du quartier pour un avenir plus sociale, sûre et accueillant. Probablement ce projet est moins exemplaire pour l'approche écoconstruction, mais l'approche sociale et participative et sa réalisation architecturale est une référence. Le site web de l'agence Assemble et le site web de Granby Four Street en témoignent :

<https://assemblestudio.co.uk/projects/10-houses>

<https://www.granby4streetsclt.co.uk/>



Deux images de référence issue du site web d'Assemble studio



« Intégratif » : des exemples allemands pour la transition énergétique du quartier

Comme évoqué au chapitre de « l'approche quartier » la conception intégrative pour la réhabilitation énergétique d'un quartier est un nouvel outil pour atteindre les objectifs de la transition énergétique. Cet outil de gestion profite d'un retour d'expérience de « l'approche quartier » dans d'autres domaines (sociales, économiques, etc.) du développement urbain. De plus en décembre 2017 en Allemagne 63 projets pilotes sont en cours de réalisation avec des moyens de financement de la banque publique d'investissement KfW (Kreditanstalt für den Wiederaufbau). La structure des quartiers pilotes est très variables. On y trouve des quartiers dominés par des logements sociaux, des quartiers pavillonnaires, des quartiers de petits et de grandes communes. Chaque quartier présente des caractéristiques différentes. La démarche passe par quatre phases de projet :

Conception

- 01) La préparation du dossier de la demande de subvention – le choix du quartier sur la base d'une analyse énergétique, économique et sociale de la commune
- 02) L'élaboration du concept énergétique du quartier avec la formulation des objectifs

Réalisation

- 03) Le montage du dossier de subvention pour la gestion de la réhabilitation énergétique
- 04) La gestion de réalisation

Pour réussir le projet de réhabilitation et assurer la qualité de réalisation il faut une approche transversale (holistique), une approche intégrative (rassembler les acteurs), et une démarche orientée vers l'action sur le terrain. Malgré la diversité des situations l'action sur le terrain repose toujours sur trois piliers identiques à la démarche NégaWatt : 1) Sobriété énergétique + 2) Efficacité énergétique + 3) énergies renouvelables

Les aspects de la mobilité sont systématiquement intégrés dans la conception.

Les 63 projets pilotes ont été classés par trois archétypes de quartiers :

- 1) Les « Concrets » : il s'agit des quartiers où la réhabilitation énergétique est portée par des grands acteurs comme des bailleurs sociaux, des fournisseurs d'énergie ou des groupes privés.
- 2) Les « préparés » : il s'agit des quartiers qui ont déjà une structure de gestion de quartiers dans le cadre du programme la « ville sociale ». Ces quartiers bénéficient d'un réseau d'acteurs déjà consolidé et expérimenté dans le développement économique et social de la ville.
- 3) Les « débutants » : ces quartiers n'ont pas d'expérience préalable du développement intégratif et aucun grand acteur clef ne s'est manifesté pour porter le projet. On y trouvera probablement une grande partie des quartiers pavillonnaires de la banlieue de Seine Saint Denis.

Selon le retour d'expérience allemand, pour ce type de quartier avec beaucoup de petites propriétés privées, une approche pragmatique s'impose. Il vaut mieux abandonner un diagnostic énergétique détaillé du patrimoine bâti et plutôt orienter le projet vers la réalisation d'un guide spécifique pour la réhabilitation énergétique. La communication, la permanence d'un bureau local de conseil, des actions communes augmentent la probabilité du succès. On commencera par des petites actions économiquement faciles et avec la réhabilitation énergétique de quelques bâtiments importants du quartier.

Dans le quartier Hahle dans la ville de Stade en Allemagne le programme de réhabilitation a commencé avec la réalisation d'un projet de réhabilitation témoin d'une des maisons typiques, achetée par la commune à cet égard.

Autour du chantier l'équipe en charge a réalisé des réunions d'information, des visites du chantier, un journal de chantier publique et des réunions de conseil avec les habitants afin de leurs montrer la faisabilité et simplicité d'une opération de réhabilitation.

Le chantier témoin porte uniquement sur le logement de la deuxième porte d'entrée de gauche de la maison en bande.



Source : Energetische Stadtsanierung in der Praxis II, Erste Ergebnisse der Begleitforschung und gute Beispiele, Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, Bau und Reaktorsicherheit (BMUB), decembre 2017

Sur le site web de la ville de Stade on trouve plusieurs vidéos pédagogiques montrant l'avancement des travaux. <https://www.stadt-stade.info/portal/seiten/leuchtturmprojekt-die-glaeserne-baustelle-stade-hahle-900000466-20390.html>

Welche Effekte wurden erreicht?

Getriger Energiebedarf

Hoher Energiebedarf

Energiebedarf vor der Sanierung

Energiebedarf nach der Sanierung

Der Energiebedarf (Endenergie) ist von 225 auf 85 Kilowattstunden (KWh) pro qm und Jahr gesunken. Die Energiekosten verringern sich um ca. 70%. Weitere positive Effekte: Es werden weniger Treibhausgase (CO₂) ausgestoßen. Zudem steigt die Wohnqualität und der Wohnkomfort!

HANSESTADT STADE

Die „Gläserne Baustelle“

ein Vorhaben im Rahmen des KfW-Programms „Energetische Stadtsanierung“

HANSESTADT STADE

Die „Gläserne Baustelle“

zeigt die beispielhafte energetische Sanierung eines Wohnhauses

Ansprechpartner:
Hansestadt Stade | Siegrun von Bormann
Telefon: 0 51 41 / 410-3 38
E-Mail: Siegrun.vonBormann@stadt-stade.de

Weitere Informationen erhalten Sie beim Sanierungsmanagement Stade-Hahle unter:
Telefon: 0 51 41 / 411 14
E-Mail: info@sanierungsberatung-hahle.de
www.sanierungsberatung-hahle.de

Diese Maßnahme wird gefördert durch:

Das Sanierungsmanagement wird durchgeführt von:

Kurzfilme und Infos finden Sie auf www.sanierungsberatung-hahle.de

Flyer d'information ville de Stade sur le chantier témoin appelé : le chantier transparent

Des autres actions concrètes sont en cours en Allemagne :

- Développement des outils :

La ville de Sömmerda a organisé des promenades thermographiques avec les propriétaires des maisons inscrites sur le répertoire du patrimoine afin de montrer les déperditions énergétiques. Une valise énergétique avec des outils de mesure était mise à disposition des habitants afin de leur permettre d'évaluer leur potentiel d'amélioration énergétique.

- Réalisation des concours de réhabilitation

La ville de Viersen en partenariat avec les fournisseurs d'énergie a réalisé un concours pour « les pionniers de la réhabilitation énergétique ». Chaque « pionnier » choisi a profité d'un conseil professionnel pour le diagnostic et toute au long de la réalisation de son projet.

- Offre internet et création d'un réseau

La ville de Crailsheim propose un portail internet pour la mise en réseau des acteurs de la réhabilitation : www.saniermitmir.de/experten/stadt-crailsheim.html . D'autres villes proposent des site web pour la présentation du concept de réhabilitation énergétique des quartiers.

- Synergie entre la production industrielle et des quartiers de proximité

La ville de Crailsheim a réalisé un réseau de chaleur pour alimenter un quartier pavillonnaire « zur Flügelaue » La chaleur est récupérée de la production industrielle à proximité.

- Premier Conseil gratuit

Le service du plan climat de la ville de Hanovre a développé un service professionnel pour un premier conseil de réhabilitation énergétique gratuit : « *Gut beraten starten* » (commencer bien conseillé) www.klimaschutz-hannover.de/themen/bauenmodernisieren/modernisierungsberatung-gut-beraten-starten.html

- Développer un programme de subventions de la commune

La ville d'Osnabrück propose plusieurs types de subventions : Elle prend en charge jusqu'à 20% des couts de réhabilitation énergétique, elle propose 150€ pour échanger des appareils électroménagers énergivores, elle propose un diagnostic du système de chauffage gratuit. www.gartlage-sued.de/beratung-und-forderung/kostenloses-beratungsangebot

- Provoquer des premiers contacts

L'arrondissement Linden-Limmer de la ville de Hanovre propose une location de vélos cargos dédiés à la réhabilitation énergétique. Les marchés locaux se prêtent aussi pour sensibiliser les propriétaires.

- Marketing énergétique

Dans l'arrondissement Bürkle-Bleiche La ville d'Emmendingen a réalisé une campagne publicitaire publique avec de grandes bannières dans le quartier pour la promotion de son programme de subventions. Elle a également réalisé un « show de la réhabilitation énergétique » (Energiesparshow).

L'ensemble des exemples et la méthodologie présentée dans ce chapitre est issue d'une série de trois publications du ministère de l'environnement et de la construction allemand sur le programme des subventions réalisé avec le KfW, une banque publique d'investissement de l'état allemand. Le titre de la série est « La réhabilitation énergétique en pratique » le numéro II est publié en décembre 2017 et le numéro III en mars 2018.



Quartier : maisons individuelles et logements collectifs des années 1960 à 1970



223 t

CO2/ans économisées

Info: www.stw-crailsheim.de/stadtwerke-crailsheim/unternehmen/klimaquartier-zur-fluegelau.html



Quartier : centre bourg avec logements et équipements publics, bâtis majoritairement entre 1900 et 1945



75 %

de production de chaleur avec des granulés de bois issues du forêt communal

Info: www.zeozweifrei-quartiere.de



Quartier : propriétés individuelles et copropriétés dans des bâtiments de logement des années 1940 à 1970



3,6 Mio €

d'investissement dans la réhabilitation énergétique du quartier

Info: www.energiehaus.info



Quartier : maisons individuelles et logements collectifs des années 1940 à 1970

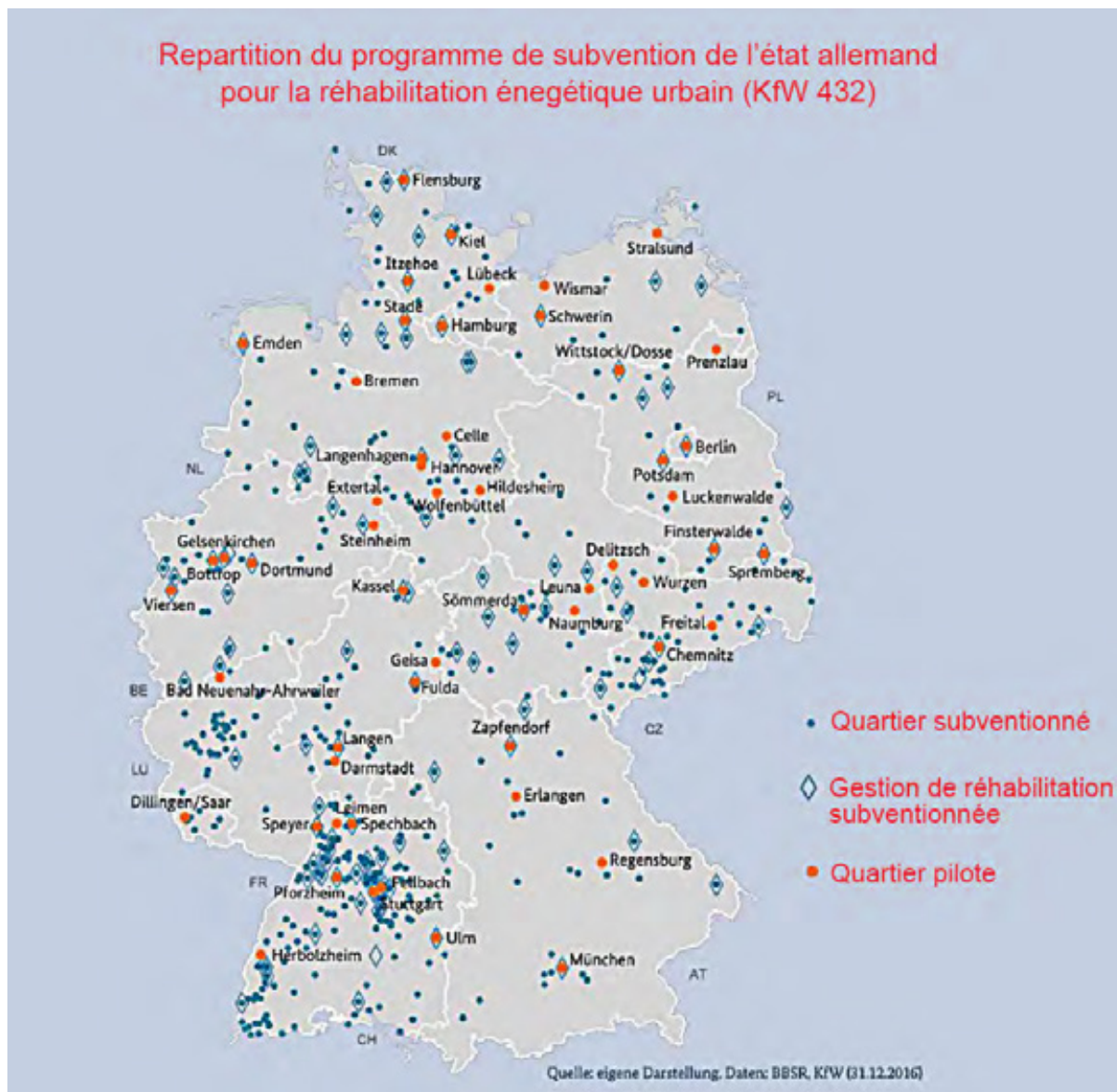


80 %

d'économie énergétique

Info: www.energiehaus.info

Source : « La réhabilitation énergétique en pratique » le numéro II est publié en décembre 2017 et le numéro III en mars 2018.



Source : L'infographie du programme de subvention réhabilitation énergétique du quartier, issue du numéro III présente la répartition du programme des subventions sur le territoire national à la date du 31/12/2016.

Conclusion

Au début de ce mémoire nous avons pris connaissance de ce qu'appelle Peter Weibel et Bruno Latour la « zone critique » - la zone habitable et productive de la terre. Le quartier pavillonnaire de la banlieue de Seine Saint Denis constitue une « zone critique » à redécouvrir dans le cadre d'une transition qui profite à tous. La transition nous demande de construire dans et avec l'existant afin d'économiser les ressources. L'enjeu est la réhabilitation des quartiers. C'est un changement de paradigme profond dans l'approche de l'urbanisme et de l'architecture. L'histoire de l'architecture, l'enseignement professionnelle et le modèle économique existant sont tournés vers la construction neuve, la conquête du territoire et l'exploitation des ressources. Beaucoup de nos outils pour maîtriser l'aménagement et la construction sont encore conçus pour le neuf.

Toutes ces préoccupations sont obsolètes, balayées par l'urgence écologique planétaire.

Les architectes et tous les professionnels de la construction comme de l'aménagement du territoire doivent développer des méthodes et des modèles économiques pour travailler avec l'existant. Ceci nous oblige à un changement d'échelle. Au lieu de travailler sur les « grands principes » il faut travailler sur « l'infiniment petit ». La digitalisation peut aider à gérer cet effort.

Le modèle de transition pour les quartiers pavillonnaires n'existe pas. La recherche d'un modèle suffisamment généraliste pour être applicable est issue d'une pensée qu'il faut abandonner au profit d'une pensée plus locale, une observation du potentiel de nos « zones critiques » et une mise en réseau de proximité. Cela implique une concentration de nos actions et de nos idées sur nos lieux de vies. La formule « Penser globalement, agir localement » peut évoluer. Aujourd'hui nous avons besoin d'agir et de penser localement.

Nous avons vue dans ce mémoire plusieurs méthodes pour s'engager dans une métamorphose. Nous devrions trouver de nombreuses solutions locales à l'image de la diversité de nos quartiers. Cela impose un plus grand effort pour des résultats plus humbles et plus durables.

Nous avons rencontré des exemples de communes rurales en transition, souvent initiés par un maire volontaire.

La motivation pour engager une transition peut venir de l'engagement des élus qui appellent à des projets locaux. Des acteurs privés clefs, comme les bailleurs sociaux ou les fournisseurs d'énergie peuvent également être moteur de la mobilisation du quartier. Les « villes en transition » proposent une méthode, qui repose sur l'engagement collectif des citoyens. « L'approche quartier » allemand est un autre exemple pour une boîte à outils de la transition énergétique des quartiers existants.

On retrouve dans les trois approches, « l'élu », « bottom up » et « intégratif » présentés dans ce mémoire des points communs :

- la participation du citoyen à la démarche depuis le début
- une démarche transversale : écologique, sociale, économique, culturelle et technique
- l'organisation des acteurs
- l'intégration de tous les acteurs concernés et la création d'un réseau
- l'emploi des professionnels de la transition
- le lancement des actions symboliques et facile d'accès.
- le développement d'un plan d'action avec des objectifs réalistes et atteignables
- l'inscriptions du projet dans un temps long et pérenne

Demain l'action quartier sera aussi animée par l'urgence écologique.

Pour l'instant la revalorisation du quartier s'adresse souvent à la population défavorisée. Demain la réflexion sur le quartier en transition doit développer une offre éco-responsable pour tous les citoyens y compris les citoyens aisés.

Il faut s'interroger sur le principe de subsidiarité et l'organisation des services communaux. La tendance est le regroupement des services aux seins de l'intercommunalité. L'objectif est l'efficacité économique. Toutefois la gestion de la transition aura besoin d'un tissu d'unités locales, un maillage fin jusqu'à l'échelle des quartiers. Prendre au sérieux l'observation de nos « zones critiques », l'exploration de nos lieux de vie, la pensée locale nous amènera à la formation d'un personnel dédié.

Ces nouveaux experts de la gestion locale ont un rôle important pour nous tous : le développement d'un plan de quartier participatif pour faire la transition.

La transition de nos quartiers passera aussi par une innovation programmatique.

Nous avons développé une économie mondiale mais nous ne savons plus suffisamment profiter de nos échanges de proximités. N'oublions pas que la transition offre une chance à tout le monde : aux modestes qui savent vivre de manière frugale et heureuse et aux aisés qui disposent du pouvoir d'achat pour financer la transition.

La transition a un problème d'offre suffisamment attractive pour engendrer la participation de tous.

Une chose est sûre : il ne faut plus attendre il faut faire. Il faut commencer la transition de nos quartiers pavillonnaires. Ces zones résidentielles plébiscités par le citoyen pour leur qualité de vie, peuvent devenir un environnement de proximité éco-responsable. Ces quartiers vont contribuer à une résilience alimentaire, climatique et énergétique qui repose sur l'engagement des habitants propriétaires, les communes et les acteurs privées comme les fournisseurs d'énergie.

« Acton Quartier » propose que :

Tous les actions ont un effet positif pour la qualité de nos vies.

Tous les actions font confiance à l'action humaine et interroge la facilité technique

Tous les actions sont transversales et intégratives : sociale, économique, culturel et éco-responsable

Tous les actions vont améliorer notre façon d'habiter, de consommer, de se déplacer et de travailler.

Tous les actions doivent rassembler les acteurs clefs pour la transition.

Tous les actions devront s'appuyer sur les collectifs existants.

Tous les actions ont besoin d'une commune - acteur de la transition.

Tous les actions valorisent les solutions locales.

Tous les actions sont à concevoir comme une offre et pas comme une obligation.

Tous les actions s'adressent à l'ensemble des habitants aisés ou modestes.

Tous les actions visent une réduction significative de la consommation énergétique fossiles pour atteindre 0 émission de gaz à effet de serre.

Tous les actions proposent une meilleur efficacité et sobriété énergétique et la promotion des énergies renouvelables.

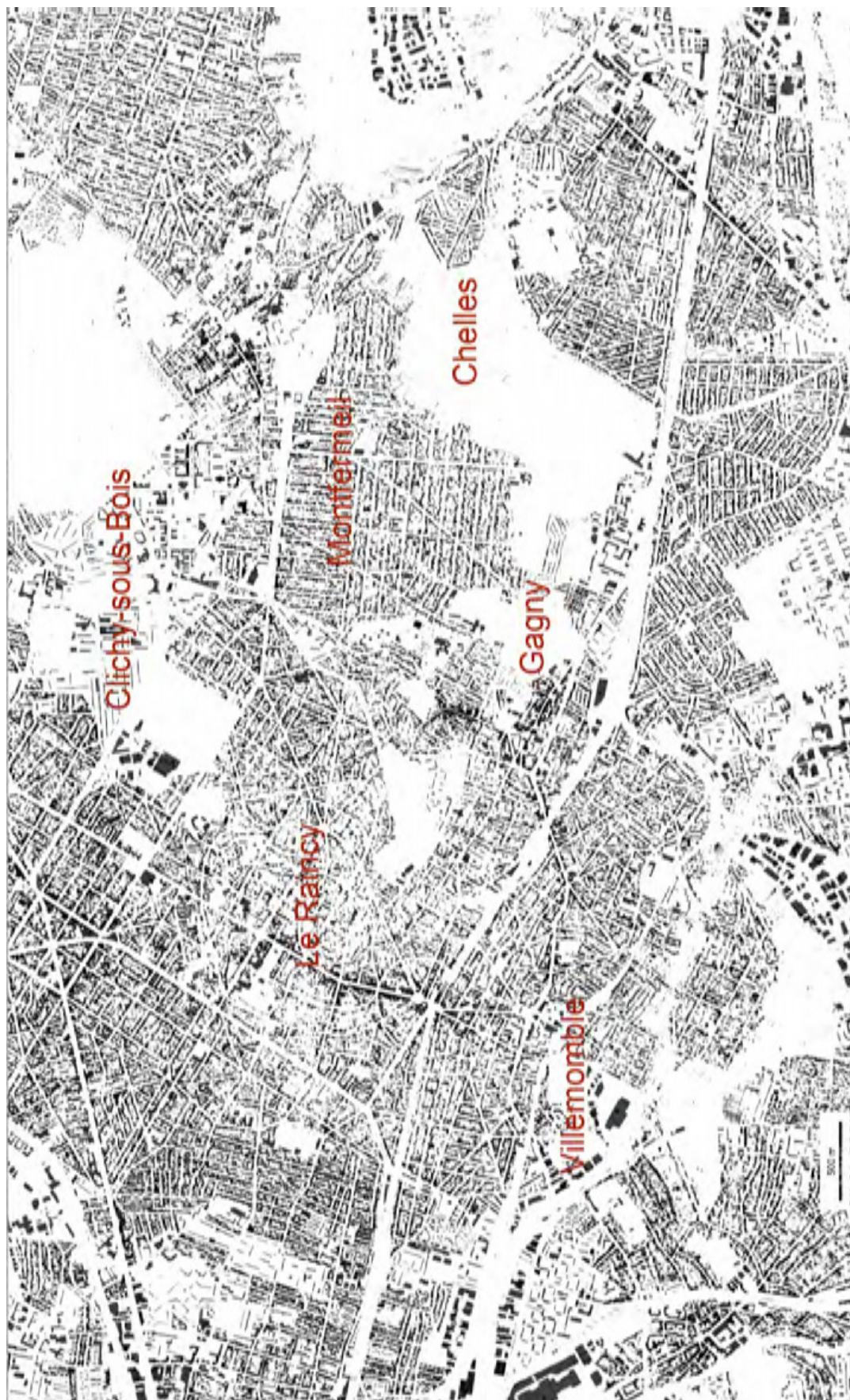
Tous les actions sont conscientes de la complexité du sujet énergétique, qui n'est que la face technique de la transition « écologique ».

Tous les actions s'interrogerons sur le couple logement et transport indissociable pour la transition

Tous les actions s'interrogent sur la résilience, l'économie circulaire et la biodiversité



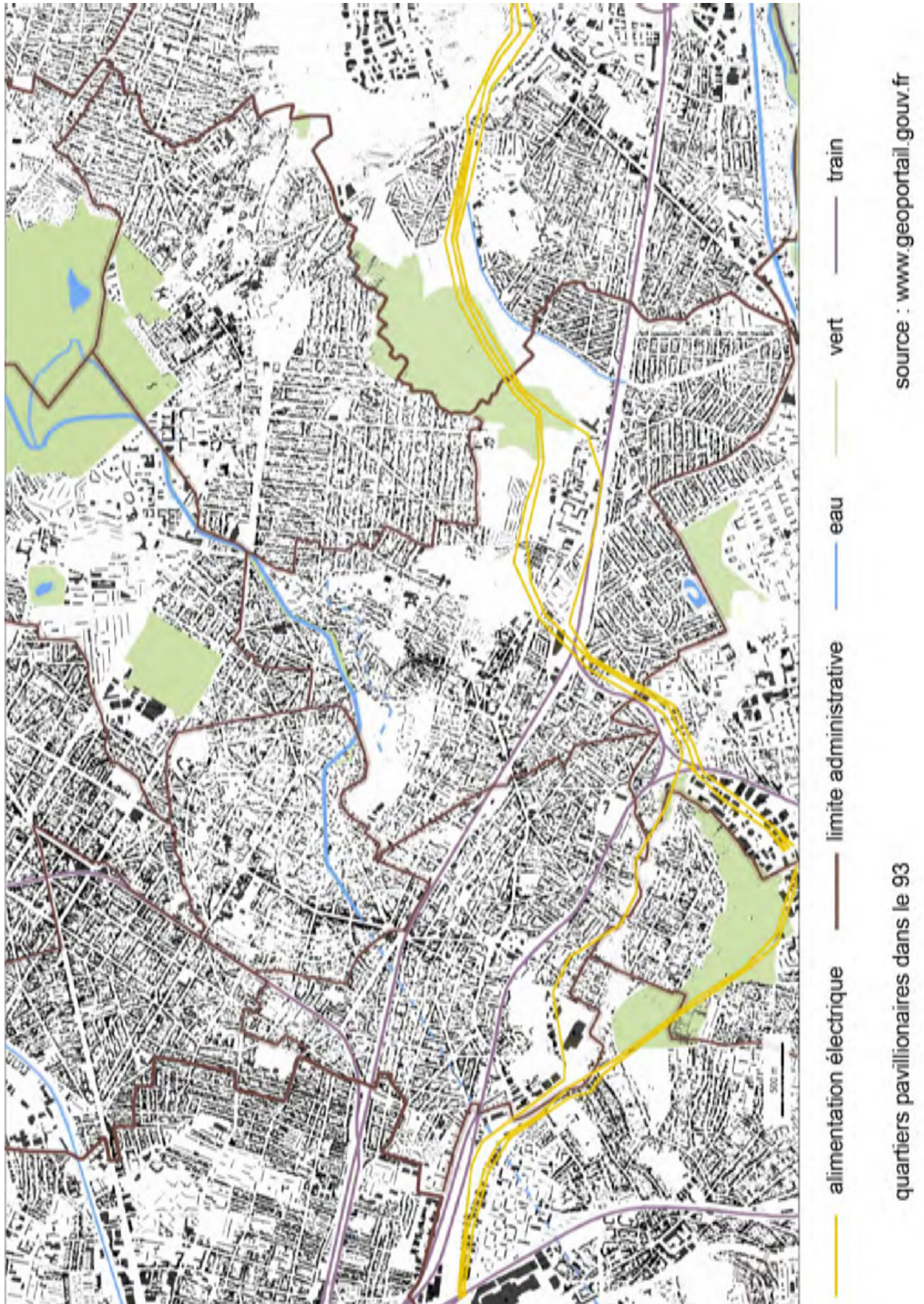
Annexe étude cartographique :



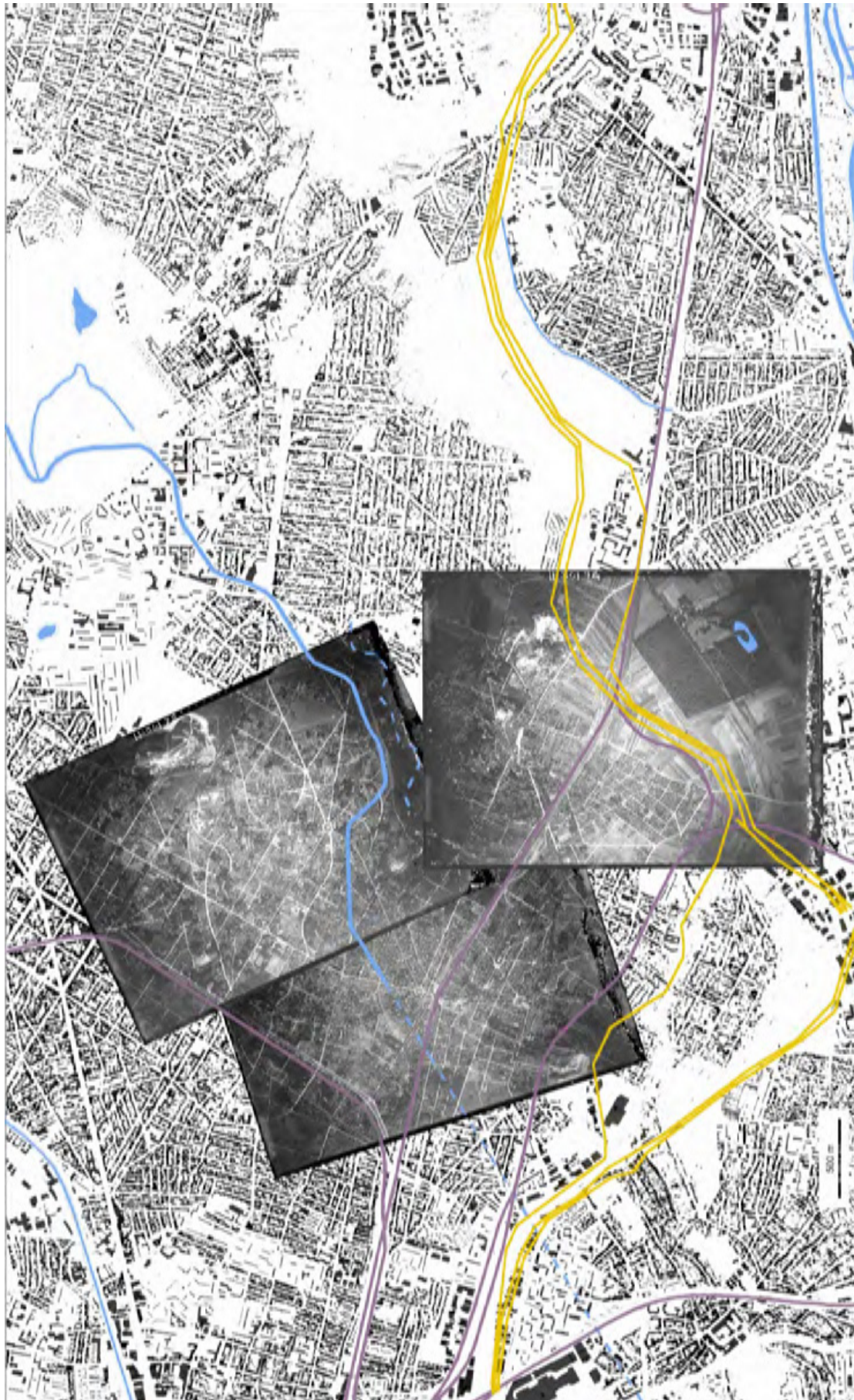
source : www.geoportail.gouv.fr

quartiers pavillonnaires dans le 93

Nikolai Knoke carte 01 le territoire de la « Tour de Banlieu »



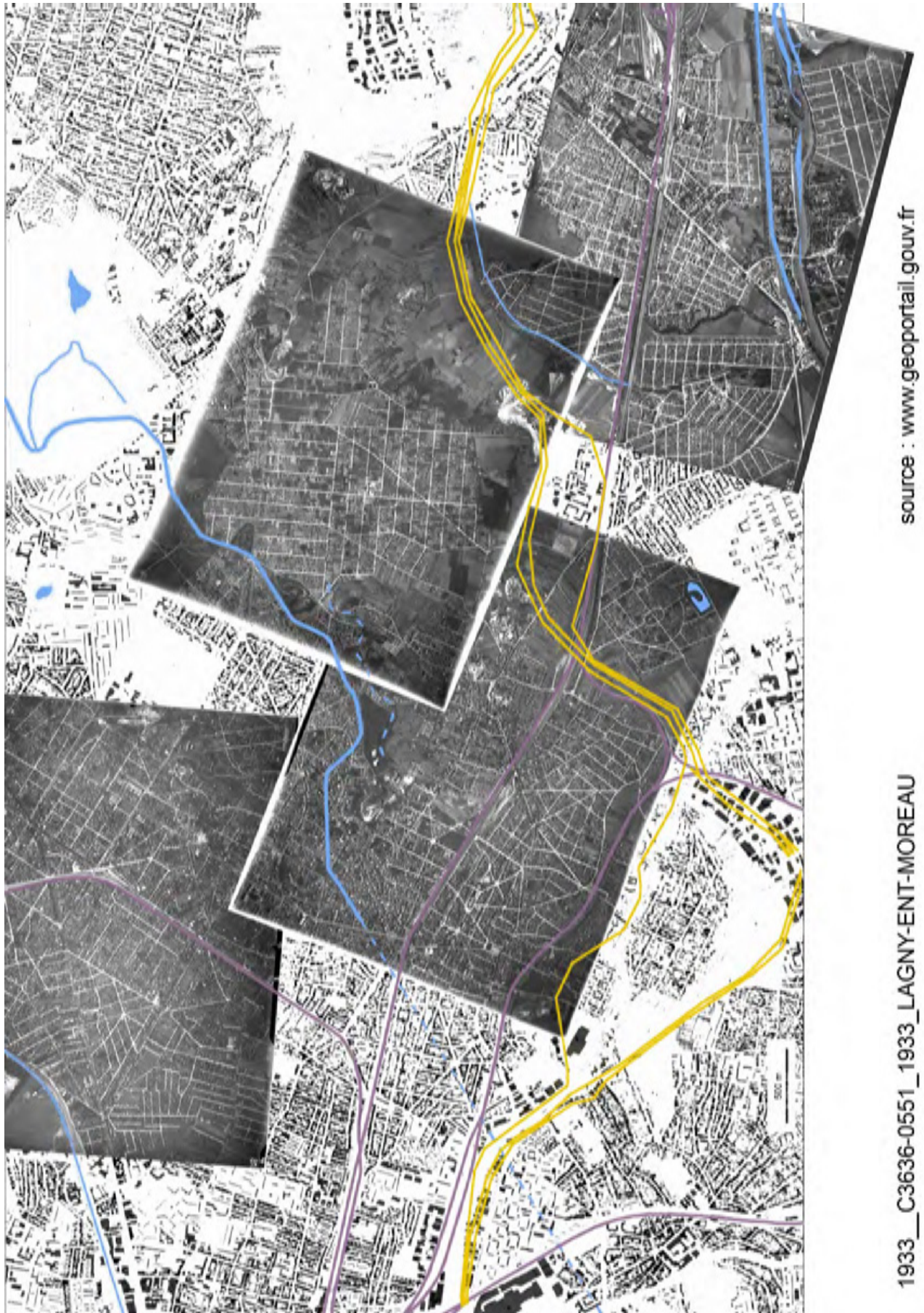
Nikolai Knoke carte 02 le territoire de la « Tour de Banlieu »



source : www.geoportail.gouv.fr

1921-06-11__CCF00B-361_1921_CAF_B-36_Gagny

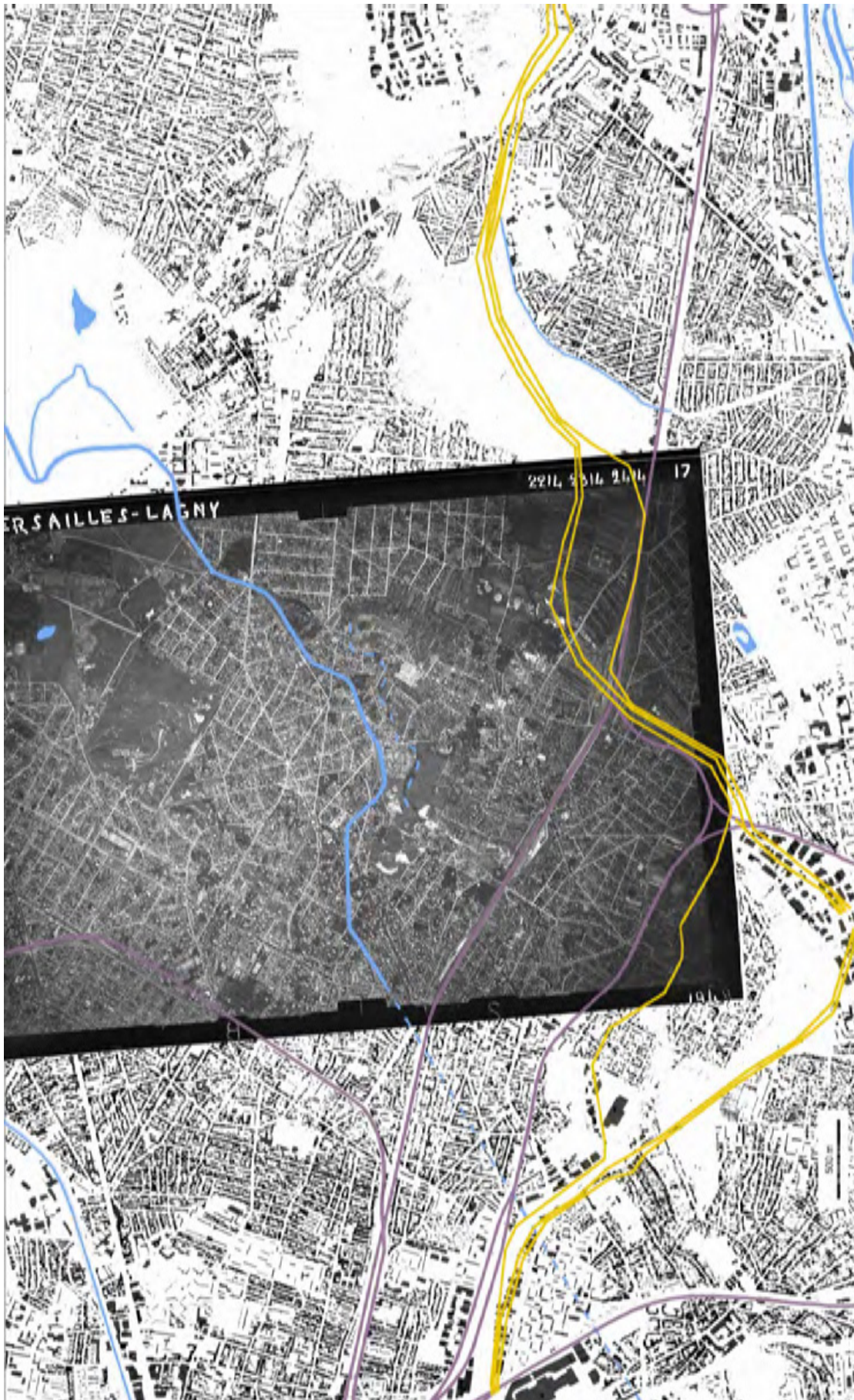
Nikolai Knoke carte 03 du territoire de la « Tour de Banlieu » : Remonter le temps



source : www.geoportail.gouv.fr

1933__C3636-0551_1933_LAGNY-ENT-MOREAU

Nikolai Knoke carte 04 du territoire de la « Tour de Banlieue » : Remonter le temps



source : www.geoportail.gouv.fr

1949-06-16__C2214-0091_1949_F2214_GAGNY

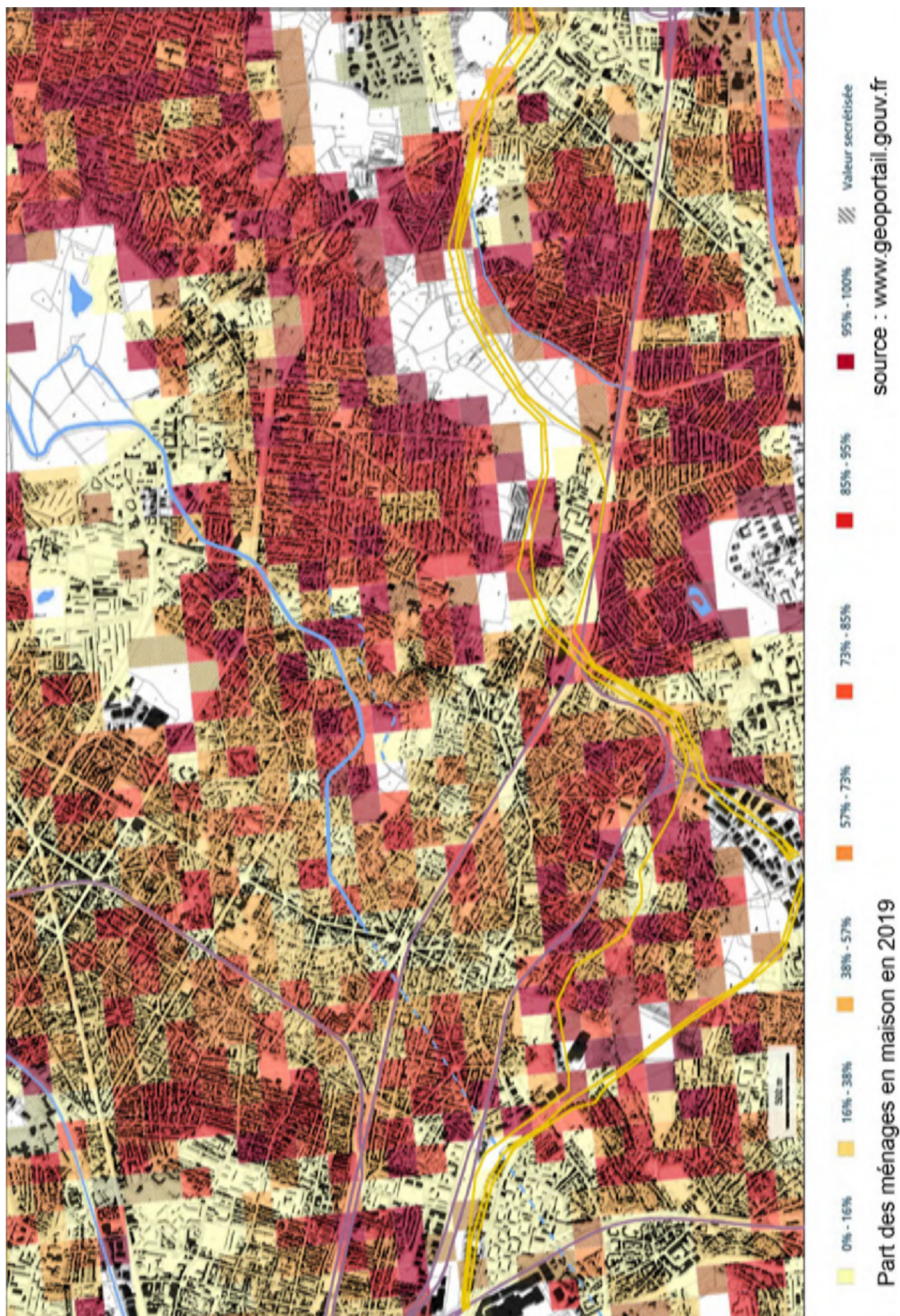
Nikolai Knoke carte 05 du territoire de la « Tour de Banlieu » : Remonter le temps



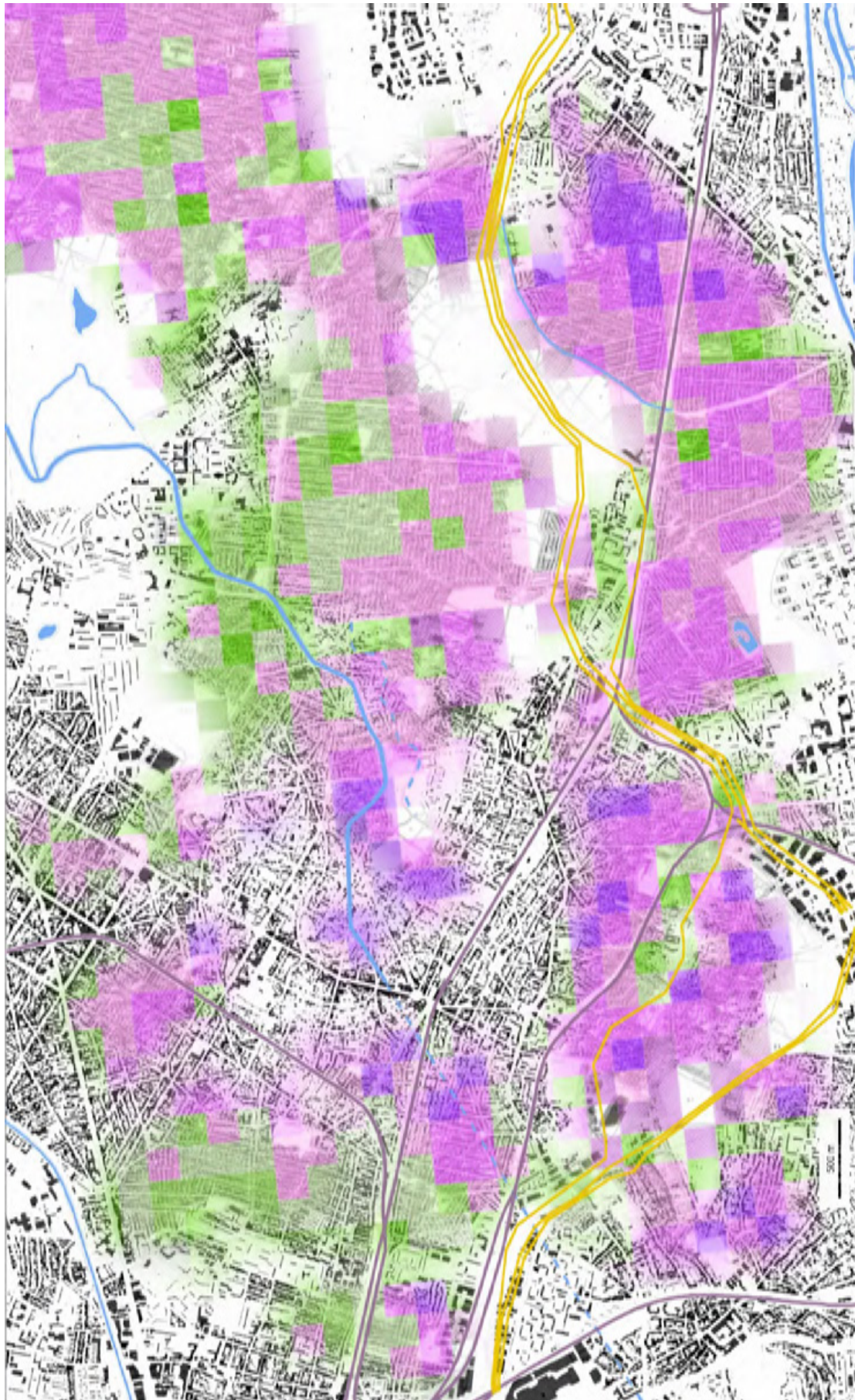
source : www.geoportail.gouv.fr

1-0__1963-09-17__C2114-0081_1963_F2114_Gagny

Nikolai Knoke carte 06 du territoire de la « Tour de Banlieu » : Remonter le temps



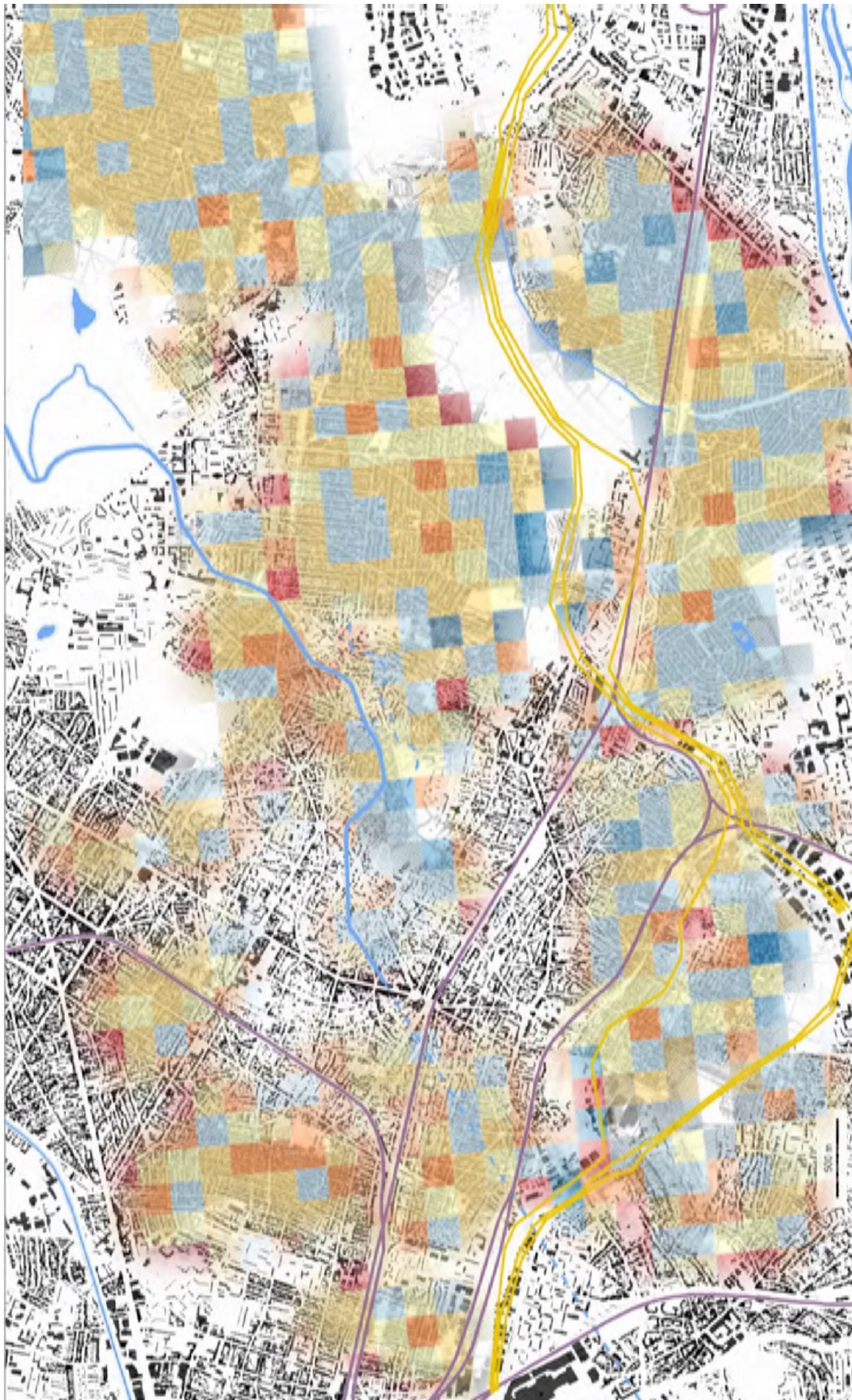
Nikolai Knoke carte 07 du territoire de la « Tour de Banlieue » : Logement



source : www.geoportail.gouv.fr

Niveaux de vie en € / individu en 2019

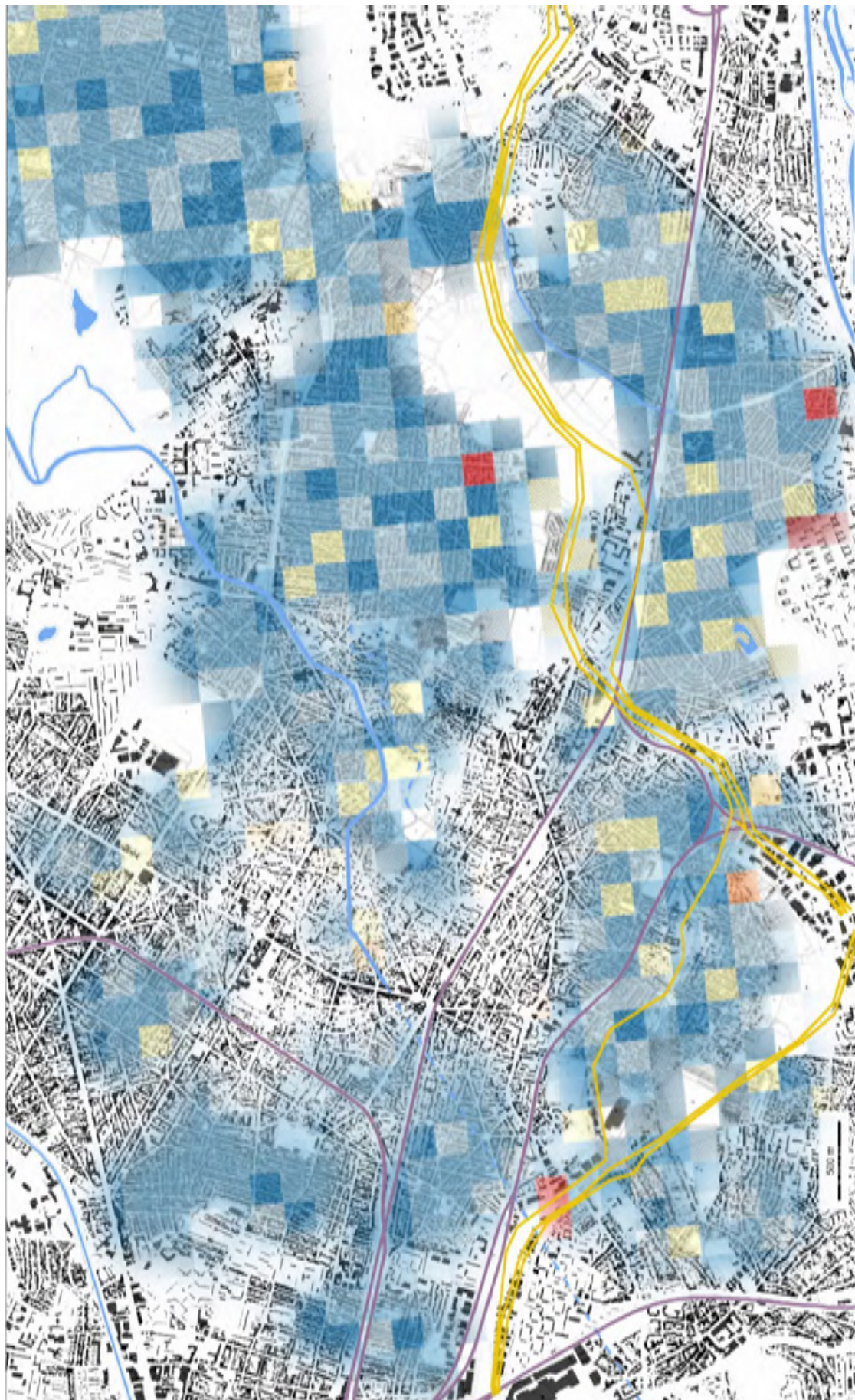
Nikolai Knoke carte 08 du territoire de la « Tour de Banlieu » : Economie



source : www.geoportail.gouv.fr

Part des individus âgé de 25 à 39 ans en 2019

Nikolai Knoke carte 09 du territoire de la « Tour de Banlieu » : Démographie



source : www.geoportail.gouv.fr

Part des individus à plus de 65 ans en 2019

Nikolai Knoke carte 10 du territoire de la « Tour de Banlieue » : Démographie

Bibliographie

Philosophie et Histoire des idées - « Ecologie et transition »

MANIFESTE POUR LA METAMORPHOSE DU MONDE Par Edgar Morin dit "Appel de Bora Bora" lancé par Edgar Morin, Pierre F. Gonod et Paskua le 21 Mars 2009 / consulté le 25/10/2020
publié sur <https://www.bastamag.net/Manifeste-pour-la-metamorphose-du>

Livres :

ELLUL Jacques, « *Penser globalement, agir localement : Chroniques journalistiques*, » Pyrémone / Princi Negue, 2007, 291 p. ([ISBN 978-2-84618-310-9](#))

LATOURET Bruno et WEIBEL Peter, « Critical Zones, The science and Politics of Landing on Earth », Catalogue d'exposition, ZKM Karlsruhe et MIT Press Cambridge, MA Etats Unis / London, England 2020, 472 p. ISBN 978-0-262-04445-5

Articles :

BOURG Dominique, entretien, TRANSITION ÉCOLOGIQUE, PLUTÔT QUE DÉVELOPPEMENT DURABLE, / Victoires éditions / « Vraiment durable » / 2012/1 n° 1 | pages 77 à 96 / ISSN 2260-2895 / ISBN 9782351131299

Article disponible en ligne à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-vraiment-durable-2012-1-page-77.htm>

DUBOS René, « Environnement et engagement politique. Table ronde de jeunes scientifiques à l'Unesco », Le Courrier [de l'UNESCO], janvier 1973

DUBOS René, « The despairing optimist », The American Scholar, printemps 1977, p. 156.

GIANINAZZI Willy, PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL, Histoire d'une idée / « EcoRev' » 2018 /1 N° 46 / pages 19 à 30 / ISSN 1628-639

MORIN Edgar, « Eloge de la métamorphose », dans Le Monde, publié le 09 janvier 2010

VIVERET Patrick, dans « Le mot transition est un terme imprécis et insuffisant » par Maxime Jaglin dans « Libération » le philosophe analyse la vogue de la « transition » / 26 août 2014

Urbanisme et Villes en transition

Livres :

BARDET, G. « Problèmes d'urbanisme », Paris Dunod, 1948, p.239

BLAU Ulysse, « Les maires en transition écologique. Etat des lieux dans un département française à l'usage des citoyens », décembre 2019, pages 45 ISBN 978-2-9571010-0-9 / www.laRouteenCommunes.fr

CAMPBELL Kelvin, « MAKING MASSIVE SMALL CHANGE, Ideas, Tools, Tactics: Building the Urban Society We Want », Chelsea Green Publishing 2018, pages 384 / ISBN 9781603587754

HOLMGREN David, « Retrosuburbia, a downshiffters guide to a resilient future », Melliodora 2020, pages 592 /diffusé par : <https://retrosuburbia.com/>

HOPKINS Rob, « 21 stories of transition, How a movement of communities is coming together to reimagine and rebuild our world » publié par transitionnetwork, 2015 en Angleterre, pages 97

HOPKINS Rob, « From what is to what if", unleashing the power of imagination to create the future we want" , Chelsea Green Publishing, London UK, 2019, pages 240

HOPKINS Rob, « The transition Handbook : From Oil Dependency to Local Resilience » ", Chelsea Green Publishing, London UK, 2009, pages 224

PEREC Georges, « Espèces d'espaces », éditions galilée, 1985, pages 124, ISBN 9 782718600147

NEUSSER, W. (2017): Energie im Quartier. Eine Einführung. In: BBSR (Hrsg.): Energie im Quartier. Stuttgart: Steiner. Informationen zur Raumentwicklung 4/2017, S. 4–9.

BUKOW, W.-D. (2016): „Urbanität, Diversität und Mobilität. Neue Herausforderungen für eine nachhaltige und inklusive Stadtentwicklung“ / In: Hoch, G., Schröteler-von Brandt, H., Stein, V., Schwarz, A. (Hrsg.): „Vielfalt als Chance.“ Göttingen: V&R unipress. Diagonal, S. 163–186.

Articles :

BONARD, Y., & MATTHEY, L. « Les éco-quartiers: laboratoires de la ville durable. Changement de paradigme ou éternel retour du même ? » / Cybergeog: European Journal of Geography / 2010

BOUTAUD Benoît, « Quartier durable ou éco-quartier ? » / Cybergeog: European Journal of Geography / 2009 / <https://journals.openedition.org/cybergeog/22583>

DUPLESSY Jacques, « Loos-en-Gohelle, du charbon à l'écologie » / Paris Match publié le 19/08/2020

Rapports et études :

Direction régionale et interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France
« Comment accompagner la transformation des quartiers pavillonnaires en Seine-Saint-Denis ? » Avril 2017

Deutscher Verband für Wohnungswesen, « Ergebnispapier der AG Energie, Immobilien und Stadtentwicklung zur Berücksichtigung energetischer Quartiersansätze in der EnEV, Berlin, April 2016“, Staedtebau und Raumordnung e.V

FORESTIER Marie, RENAULT Stéphanie. « La densité : un atout pour la Seine-Saint-Denis » CAUE 93 / Juin 2014

FRANKE, T., FRÖLICH-VON BODELSCHWINGH, F., STRAUSS, W.-C., WAGENKNECHT, L., DILGER, U., ADAM, B. (2009): „Integrierte Stadtentwicklung in Stadtregionen.“ Bonn: Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung. BBSR-Online-Publikation 37/2009.

Ministère fédéral de l'Environnement, « Leipzig Charta » 2007 , site web / consulté le 25/10/2020
https://www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/veroeffentlichungen/themen/bauen/wohnen/leipzig-charta.pdf;jsessionid=755BD59C4317D8DB4C8FE1C1CE2A2D8D.2_cid373?__blob=publicationFile&v=2

Ministère fédéral de l'Environnement, « Energetische Stadtsanierung in der Praxis II Erste Ergebnisse der Begleitforschung und gute Beispiele“, décembre 2017

Ministère fédéral de l'Environnement, „Energetische Stadtsanierung in der Praxis III, Umsetzungserfolge und Herausforderungen für die Zukunft“, mars 2018

Service de l'observatoire départemental, Direction de la stratégie, de l'organisation et de l'évaluation, Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis « Le processus de métropolisation à l'œuvre en Seine-Saint-Denis », publication n°5 « Décryptage's » mai 2018

Site web :

<https://www.entransition.fr/> // consulté le 21/09/2020

CRYSTAL Palace consulté le 21/09/2020 <http://www.crystalpalacetransition.org.uk/patchwork-farm.html>
<https://www.crystalpalacefoodmarket.co.uk/about-cpfm/>

LOOS-en-Gohelle, différents rapports sur les actions consulté le 21/09/2020 :

<https://www.loos-en-gohelle.fr/espace-ressources/>
<https://www.loos-en-gohelle.fr/wp-content/uploads/2020/04/Re%CC%81fe%CC%81rentiel-loossois-de-implication-citoyenne-Version-30-mars-2020.pdf>

MONTREUIL : L'association « on sème tous » consulté le 21/09/2020 (<https://onsemetous.com/>)

Maison du quartier de la rue Hoche à Montreuil consulté le 21/09/2020 :

<https://www.montreuil.fr/solidarites/les-centres-sociaux/centre-social-la-noue-1>

UNGERSHEIM consulté le 21/09/2020 : <https://www.mairie-ungersheim.fr/village-en-transition/>

Assemble studio consulté le 21/09/2020 : <https://assemblestudio.co.uk/projects/10-houses>

Granby four streets community land trust consulté le 21/09/2020 : <https://www.granby4streetsclt.co.uk/>

Environnement

Livres :

WEIZSÄCKER Ernst Ullrich et WIJKMAN Anders, „Come On“, Gütersloher Verlagshaus, Gütersloh, München / ISBN 978-3-579-08693 / édition allemande de 2018, pages 394

Articles :

BOFFA-COMBY Paule, « Il suffit de 10% des collaborateurs pour changer toute l'entreprise » / Harvard Business Review / Le 23/09/2019

MAILLET Paul, « L'empreinte carbone des ménages français et les effets redistributifs d'une fiscalité carbone aux frontières » Science PO, OFCE, policy brief 62 / du 9 janvier 2020

Rapports et études :

GOLBAL FOOTPRINT NETWORK : <https://www.footprintnetwork.org/our-work/sustainable-development/>

négaWatt : « Scénario négaWatt 2017-2050 Réussir la transition énergétique en France », association négawatt / <https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-2017-2050/> consulté le 21/09/2020

SRU, Comité des experts allemand pour les questions environnementale, « Für eine entschlossene Umweltpolitik in Deutschland un Europa », Rapport environnemental de 2020, ISBN 978-3-947370-16-0 https://www.umweltrat.de/SharedDocs/Downloads/DE/01_Umweltgutachten/2016_2020/2020_Umweltgutachten_Entschlossene_Umweltpolitik.html / consulté le 21/09/2020

Sciences sociales et économiques

Livres :

CARTIER M., COUTANT I., MASCLET O., SIBLOT Y. « La France des "petits-moyens". Enquête sur la banlieue pavillonnaire » La Découverte, Paris (2008). 324 p.

MCLUHAN Marshall, FIORE Quentin, „The Medium ist he Massage“, Pinguin Books, UK, 1967, pages 160

GLADWELL Malcolm „The Tipping Point: How Little Things Can Make a Big Difference, by first published by Little, Brown in 2000, pages 288

Articles :

BOURDIN Alain, « Urbanisme et quartier Ce que nous apprend Paris Rive gauche » p. 137-148 Terrain, Anthropologie & sciences humaines, Cahiers d'ethnologie de la France 41/ septembre 2003 : Poésie et politique / <https://doi.org/10.4000/terrain.1681>

OBERTI Marco « La France des "petits-moyens". Enquête sur la banlieue pavillonnaire » dans « Sociologie de travail » Vol. 52 - n° 4 | Octobre-Décembre 2010 : Varia p. 573-576 <https://doi.org/10.4000/sdt.15629>

Rapports et études :

CHANCEL Lucas et PIKKETY Thomas, « Carbon and inequality: from Kyoto to Paris, Trends in the global inequality of carbon emissions (1998-2013) & prospects for an equitable adaptation fund » Paris School of Economics 3RD NOVEMBER, 2015 / <http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2015.pdf>

OXFAM, „THE CARBON INEQUALITY ERA, An assessment of the global distribution of consumption emissions among individuals from 1990 to 2015 and beyond » SIVAN KARTHA, ERIC KEMP-BENEDICT, EMILY GHOSH AND ANISHA NAZARETH, STOCKHOLM ENVIRONMENT INSTITUTE, AND TIM GORE, 2020 <https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2020/09/Research-Report-Carbon-Inequality-Era-Embargoed-21-Sept-2020.pdf>